

N° 80 - mercredi 19 novembre 1975 - hebdomadaire 4 F

*la gueule ouverte*

# LA GAUCHE DÉCOUVRE L'ÉCOLOGIE





petit-voulet

# LA GAUCHE: VOTRE ECOLOGIE NOUS INTERESSE!

**L'**ÉCOLOGIE et les partis politiques ! Mais oui, les partis politiques ont très bien intégré les préoccupations écologiques dans leurs programmes, voyons ! Pour eux, l'écologie c'est l'environnement, la pollution, le sale, le caca, tout ça. La qualité de la vie, quoi ! Or les partis veulent notre bonheur, c'est leur vocation, leur raison de vivre. Seulement voilà, le bonheur ça se mérite, ça ne tombe pas comme caille rôtie divine dans vallée de larmes biblique. Nous aurons des vies propres, désinfectées, aseptisées nickel, si nous savons nous plier aux exigences de la croissance économique à visage humain que nos hommes politiques nous préparent. La Droite voit une croissance libérale et dépolluée. La Gauche voit la même mais nationalisée. Toutes deux sont d'accord : seule la croissance nous évitera la régression. Quant aux inégalités sociales, ben voyons, la croissance les rabotera, comme elle a réduit le décalage pays riches-pays pauvres. Quand on leur parle d'une autre écologie, alors là, c'est le mur : on ne comprend plus. On sort banalement le spectacle pitre du retour à la terre, Rousseau, tout le folklore, mais vous utopisez, mes amis, bougie chandelle. Crotin, c'est pas sérieux les enfants ! Voilà l'écologie enfermée dans le placard à balais du passéisme. N'insistez pas, jeune homme ! On ne saisit pas, ni à Droite ni à Gauche, qu'une écologie bien comprise suppose la disparition des partis, du vote, de la délégation de pouvoir et des hiérarchies, donc de l'Etat.

LES SOCIALISTES S'INTÉRESSENT À L'ÉCOLOGIE!



Nous avons, à la « Gueule Ouverte », tenté de rencontrer depuis deux ans des hommes politiques de Gauche, pour leur demander en substance s'ils avaient pigé l'ABC de l'écologie libertaire, voir si leur connaissance des déséquilibres écologiques dépassait le chapitre marée noire et eau polluée. Autant leur demander de se suicider. Tous étaient bien d'accord pour dire que l'heure

était grave et que la commission « apocalypse » du Parti en était bien consciente. Sur le plan purement « politique », tous étaient d'accord également pour nous « rendre le pouvoir après l'avoir conquis », selon la formule électorale de Mitterrand, mais à condition toutefois de le conserver, parce que eux, n'est-ce pas, ils savent. Ils sont des professionnels de la politique. Rien de ce qui agité les âmes prolétariennes ne leur est étranger. On a vu Rocard avant qu'il ne quitte le PSU pour son destin national socialiste, on a vu Guidoni de CERES et pour finir Edith Cresson qui s'occupait de l'environnement au PS. Impression générale, au-delà des contacts personnels (charmants) : ces gens-là ne doutent jamais. A chaque question, clic-clac, c'est le tiroir correspondant qui s'ouvre, avec le chapitre du dogme récité à la virgule près. On entend cliqueter les robinets du ciboulot, qui mènent tous aux allées royales du pouvoir. Ils sont investis d'une mission divine : sauver les masses laborieuses de l'exploitation capitaliste. Dans leurs têtes, tout est organisé en fonction de la conquête du pouvoir dans l'intérêt de ceux qui leur ont fait confiance. Quand la bise de l'après-capitalisme sera venue, nous ne serons pas dépourvus. Nous retrouverons un Etat, un Plan, une Usine, un Travail et des Loisirs, retapés façon social, avec une prise de participation populaire capitale : le droit pour chacun de choisir l'aliénation qui lui plaira.

**C**E qui coince le plus, quand on discute avec nos « délégués », c'est d'abord la question régionale, comme ils disent en parlant des minorités culturelles. Pas touche aux structures. Pas question de dissoudre l'Etat central, pas question de revoir les notions de patries et de nation françaises. Le commerce multinational ? Mais on nationalisera... Le commerce extérieur avec les voisins capitalistes ? Mais on commercera d'égal à égal comme l'Allemagne ou la Suède qui sont socialistes, que diable ! Ce que nous promet la Gauche, c'est le Portugal de ce bon Mario Soares (reportez-vous à votre « Libération » quotidien).

Puisque donc l'Etat franco-parisien n'est pas remis en cause, tout le reste suit : une force de frappe nucléaire (les vilains ennemis nous guettent), une vente d'armes (aux pays-frères), une consommation populaire accrue (on s'occupera de la nature, promis !). La France socialiste aura son nucléaire de Gauche, ses flics de Gauche, ses armées de Gauche et ses travailleurs de Gauche. A vrai dire, si elle se disait pas de Gauche, on pourrait la croire de Droite. L'exploitation de l'homme par le bourgeois deviendra l'exploitation de l'homme par le planificateur bureaucrate (mais de Gauche). Quand on demandait à Rocard pourquoi il était « descendu » de Paris à Besançon s'occuper de l'Affaire Lip, il nous a répondu : « fallait bien « recaser » les gars ! ». Notez les symboles : la descente du père vers l'enfant orphelin que l'on remet dans une autre case pour pas qu'il fasse de bêtises, tout seul dans le noir. Et puis franchement, 45 h sous un sale patron de Droite, surtout quand on fabrique des têtes de fusées « que si c'est pas nous qui les usinons, ce sera un autre ! » (interview de Neuschwan-

der, patron chrétien de Gauche, à l'Obs). Depuis l'affaire Lip, réglée à la satisfaction générale que l'on sait, Rocard a fait du chemin, comme son ami Chapuis. C'est justement Chapuis qui, au PS, s'occupe de l'énergie. Il vient de déclarer à Suresnes (10 novembre) que le PS s'opposait au programme nucléaire du gouvernement, tout en réclamant un nucléaire public. C'est dans la ligne : faudra bien, nous les responsables du pays, fournir de l'énergie aux travailleurs si l'on ne veut pas que leur énergie prenne de loisir eux-mêmes ce qu'ils entendent par production et loisir. Les responsables du PS sont des pragmatistes. Faute de pouvoir changer la société en profondeur, ils s'adaptent aux dures réalités. Et Poperen, du PS, d'ajouter : « la croissance reste une exigence de notre temps. Quant à l'autogestion, nous avons encore beaucoup à travailler pour résoudre les problèmes d'articulation entre les objectifs de l'entreprise et les directives du Plan ». En clair : le Plan dirigera et l'entreprise obéira, en toute autogestion, cela va de soi !

MITTERRAND POUR L'AUTOGESTION



**V**OILÀ le monde que l'on nous prépare ! Que le pouvoir bourgeois soit à prendre, par l'urne, le fusil ou la grève générale, certes ! Mais qu'on en reste à cette pauvreté d'imagination ! L'Utopie, messeigneurs, ce n'est pas un pays qui ne peut pas exister. C'est un pays qui n'existe pas parce qu'on ne l'a pas trouvé, faute de l'avoir assez cherché. Et on ne se fatigue pas : le porte-parole des sociétaires du Spectacle, l'Obs, est en train de mettre en place le cauchemar climatisé de la technocratie. Après les pubs pour ITT et l'Office Espagnol du Tourisme, ce canard de Gauche vient de livrer un numéro spécial « Faits et Chiffres ». Le chapitre électro-nucléaire, c'est quatre pages de pub pour l'EDF, donc, par extension, pour le programme nucléaire de l'Etat. Les énergies nouvelles sont massacrées en vitesse et dites réservées aux « bricoleurs, aux intellectuels, aux paysans et aux snobs ». Ce numéro crapuleux est une grande claque dans la gueule à Bosquet et aux rédacteurs du « Sauvage », appendice écologique de l'Obs. Qu'il paraisse en novembre 75, après cinq ans d'agitation écologique, prouve bien la misère idéologique de la Gauche et son degré d'aliénation à une conception technicienne de l'histoire.

Pour finir, ces types-là sont encore plus dangereux que les Giscardiens, parce qu'on s'en méfie moins...

Arthur

# EDITH CRESSON : « LA GAUCHE NE PEUT PAS FAIRE ÇA ! »



Pascal Lebrun, Fotolib

**N**OS précédents entretiens avec les gendgauche, je les ai pris sans sérieux : voir Rocard, j'y allais pour être séduite. J'ai été séduite. Quel charme, ce Mimi ! Guidoni et ses copains du CERES, ils étaient extras, diserts, courtois, de belles voix graves, j'ai bu à leur santé et suis devenue insupportable. Rien retenu, rien enregistré. J'ai rencontré Arlette Laguillier aussi. Il m'a semblé que malgré nos désaccords profonds, elle était moins actrice dans la société du spectacle que les autres. Notre entretien est tout de même resté stérile : pas moyen d'en tirer un papier pour la G.O. Alors, pour Edith Cresson, on s'est dit : faut y arriver. On y est allés à trois (Laurent, Arthur et moi), le matin, à jeûn, avec un magnétophone et de braves sourires. On se dit maintenant qu'on aurait peut-être mieux fait de boire un petit coup, c'aurait été moins triste... Enfin, je vous ai retranscrit ce que ça a donné. A vous de juger.

Isabelle

Edith Cresson : - Il y a maintenant, au Parti Socialiste, une déléguée à l'environnement, Christiane Mora, qui serait beaucoup plus qualifiée que moi pour vous répondre sur la politique actuelle du parti en ce qui concerne l'environnement.

Moi, j'avais fondé le Comité pour l'environnement, il y a deux ans et demi environ, à une époque où le parti, effectivement, ne s'en occupait pas; on l'avait créé avec quelques amis, essentiellement des gens qui étaient extérieurs au parti. En particulier Pierre Samuel. A partir des données qu'on avait pu recueillir, on avait réfléchi un peu sur les problèmes de l'environnement.

Les militants s'y sont intéressés un peu partout, on a eu de nombreux correspondants en province, Christiane Mora continue les relations avec ces militants. L'intérêt suscité était certain. C'est sûr que s'il y a maintenant un délégué à l'environnement, c'est à la suite de cette initiative. Si on a réfléchi au problème des centrales nucléaires, c'est aussi à la suite de cette initiative. Ça a donc eu une certaine répercussion.

Isabelle : - Pourtant, on n'a pas bien eu l'impression, au moment de la campagne électorale, qu'il y avait ces préoccupations écologiques dans le programme du PS. On n'en parlait guère...

- Mais si. Il y a eu dans « Le Monde » une demi-page réservée au programme de l'environnement du Parti Socialiste !

Laurent Samuel : - Dans le débat Giscard-Mitterrand à la télé, c'est un sujet qui a brillé par son absence.

- Oui, c'est exact. Vous savez, on ne peut pas parler de tout dans un débat comme ça. C'était surtout un débat économique...

Arthur : - Justement, l'écologie, c'est l'économie.

- Oui, oui ! Oh ! Je sais ! Vous savez, j'ai tout entendu... Mais j'ai été voir... euh, comment il s'appelait, là, sur sa péniche ? Dumont, oui, c'est ça. Alors là, j'ai vu des écologistes qui m'ont dit : « Est-ce que vous promettez de fer-

mer toutes les usines d'automobiles dès le lendemain du jour où votre candidat sera élu ? » Ben j'ai dit non ! Peut-être ces gens-là ont-ils voté pour Giscard s'ils n'ont pas voté pour nous.

L'écologie, c'est très important, c'est capital, je le sais puisque moi-même j'ai lancé ce comité, mais alors il y a des outrances où il ne faut pas sombrer. Dire à un ouvrier de chez Renault : « Vous allez être licencié demain parce qu'on protège l'écologie », les gens de la péniche étaient prêts à en prendre le risque. Ben nous, non...

Arthur : - Oui, mais entre ça et puis dire aux gens « ce qui va changer avec nous c'est que vous allez consommer encore davantage » comme dit Rocard, par exemple...

- C'est pas du tout ça qu'on dit ! On ne dit pas : « vous allez consommer davantage ». On dit : « vous allez consommer différemment et mieux ». Quand nous parlons de la relance de l'économie, ça a un sens très précis : effectivement, depuis cette année, les ménages consomment moins d'aliments naturels comme le beurre, par exemple, ou la viande. Nous disons que cette sous-consommation (parce que c'est une baisse de la consommation causée par la crise, le chômage) est répartie d'une façon tout à fait inégale, et qu'elle frappe les gens qui gagnent le moins. Nous disons que pour relancer la consommation intérieure des besoins de première nécessité, il faut réduire un certain nombre d'inégalités. Ça marche absolument ensemble. Et ça, c'est ce que le gouvernement ne veut pas faire.

Isabelle : - En ce qui concerne la consommation de viande, par exemple, êtes-vous sûre que ce soit une consommation utile en grande quantité ? Est-ce que, pour réduire les inégalités, on ne pousse pas les gens à une consommation inutile ? Vous le savez, cependant : la viande n'est pas un aliment indispensable en grande quantité (on peut même s'en passer complètement) ; d'autre part la grosse consommation de viande du Français entraîne tout un processus économique, écologique et politique (en particulier le commerce de fourrage avec les USA), tout un mépris du tiers-monde par ailleurs, que vous devriez être les premiers à combattre. Ne pensez-vous pas qu'on peut un peu mieux expliquer les choses aux gens ? Au lieu de dire : « ce sont les plus pauvres qui consomment le moins de viande, quelle injustice », ne vaudrait-il pas mieux répandre l'idée, véridique, que ça n'est ni grave ni catastrophique, au contraire, de consommer moins de viande ?

LES SOCIALISTES  
DÉCOUVRENT  
L'ÉCOLOGIE



- Pas grave... Ça dépend pour qui. C'est peut-être pas grave de consommer moins de viande si tout le monde en consomme moins. Là, je serais tout à fait d'accord pour qu'on étudie un programme alimentaire, diététique, économique, pour que la viande soit remplacée par autre chose et qu'on conseille les gens d'une façon intelligente, avec les moyens de la télévision par exemple. Mais on est très loin de ça.

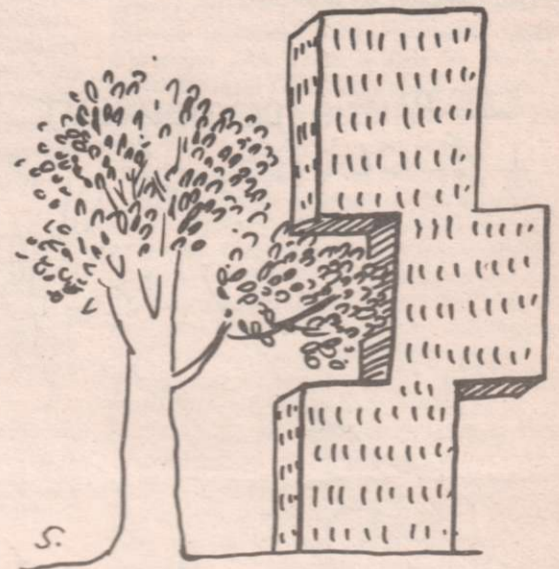
Isabelle : - Mais comment se fait-il qu'un parti politique comme le vôtre refuse de faire, dès à présent, cette honnête éducation des gens tellement déséduqués par ail-

leurs, conditionnés par toute une politique capitaliste à grand renfort de publicité ?

- Parce que si on dit : « la viande n'est pas indispensable », ou : « le beurre n'est pas indispensable », ou toute autre denrée ou production jugée indispensable par la masse, ce sera très mal accueilli !

Arthur : - Mais vous attendez que les gens évoluent, ou quoi ?

- C'est très difficile d'essayer de faire évoluer les gens. Nous essayons de les faire évoluer, déjà, sur une réflexion au niveau politique. Je pense que si les gens arrivent à évoluer déjà en se rendant compte qu'ils sont profondément exploités à l'heure actuelle, effectivement (mais ça demande de très gros moyens de diffusion) là, on pourra leur dire des choses comme : « la viande n'est pas indispensable ». A l'heure actuelle, ça paraîtrait très mal venu de le dire, puisque certains en consomment toujours autant et même plus, et puis d'autres, qui nous auront cru, en consomment moins.



La gauche ne peut pas faire ça. Ce qu'elle peut faire, c'est expliquer la raison des inégalités, conduire les gens à se rendre compte de ces raisons et puis, ensuite, entamer un processus d'explication sur le fait que, effectivement, toutes les consommations ne sont pas indispensables. Pour le moment, elles sont perçues comme indispensables. Avant que les gens puissent les percevoir comme non-indispensables, il faut déjà qu'ils perçoivent tout un nombre de choses. Notamment, les gens n'ont pas perçu du tout que l'économie française pouvait éventuellement être rétablie, c'est-à-dire que le chômage pourrait être diminué dans une très large mesure si, déjà, on réduisait les inégalités. C'est quelque chose qui nous apparaît comme fondamental. Dans un premier temps. Je ne dis pas du tout que c'est définitif.

Isabelle : - Mais alors vous personnellement, Edith Cresson, qui vous dites consciente des « problèmes de l'environnement », vous ne pensez pas qu'on court à la catastrophe en mettant comme préalable : « il faut réduire les inégalités dans le sens du plus, quelles qu'en soient les conséquences écologiques ? »

- Ça, je m'excuse, les inégalités sont une cause de destruction de l'environnement ! Précisément du fait que certains ont beaucoup et d'autres peu, les biens soi-disant naturels, l'eau, l'air, l'espace et coëtera, sont réservés par ceux qui ont le plus. Il y a, que vous le vouliez ou non, un contexte économique indispensable à la défense de l'environnement. Je ne veux pas entendre dire que l'écologie est apolitique, comme le professent ceux qui défendent des sites, leur jardin ou je ne sais quoi !

Arthur : - Oui, ça, on est d'accord, perdons pas notre temps à parler de ces gens-là. Mais comment voulez-vous égaliser ? En abaissant ceux qui ont beaucoup pour les amener au niveau de l'exploité ? Ou en élevant le niveau des exploités au maximum, au niveau de ceux qui ont le plus ?

- Je crois que la gauche a fait une proposition récente qui illustre exactement nos désirs en réponse à votre question : on a proposé, par exemple, que les revenus au-dessus de trois millions d'anciens francs par mois pour un ménage avec deux enfants, soient taxés à 75 % pour la somme au-delà des trois millions. Bon. Cet exemple ré-

pond mieux que des idées générales. Nous souhaitons que les gens qui gagnent outrageusement soient abaissés. Cette proposition a été refusée par le gouvernement, par la majorité. C'est ce que j'expliquais dans ma campagne quand des députés de la majorité pleuraient au manque d'argent pour faire ci ou ça. Il y a assez d'argent.

Donc, nous allons dans le sens d'une égalisation, c'est-à-dire de la réduction de l'écart entre ceux qui ont le moins et ceux qui ont le plus. Parce qu'il faut bien se rendre compte d'une chose : en dehors du fait que cet écart est choquant, il est perturbateur. Les gens veulent toujours copier le modèle au-dessus. C'est ça qui entraîne des consommations inutiles. C'est ça qui est destructeur de l'environnement. C'est pour ça que je dis : la protection de l'environnement passe par une beaucoup plus grande égalité des revenus.

**Isabelle :** - Comment concevez-vous de régler différemment la politique de l'emploi actuellement liée à la production de gadgets inutiles et destructeurs de l'environnement ?

- On peut très bien avoir un emploi organisé d'une manière intelligente sans produire de gadgets inutiles. Qu'il y ait quelques bricoles, oui...

**Arthur :** - Oui, mais nous, par gadgets inutiles, on entend le Concorde par exemple...

**Isabelle :** - Ou la voiture individuelle privilégiée par rapport au transport en commun...

- Oui.

## LES PARTIS DÉCOUVRENT L'ÉCOLOGIE



**Arthur :** - Mais là dessus, le PS est timide : vous n'avez jamais contesté ni les Pluton, ni la force de frappe, ni le Concorde, ni tout ce qui, en général, est le plus inutile et le plus dangereux !

- Si : la force de frappe, on a pris position dans le programme commun. Mais il y a un problème : les choses qui sont déjà en train, comme le Concorde, il y a des gens qui en vivent, des ouvriers qui seraient mis à la porte si, du jour au lendemain on supprimait le Concorde. Il est évident qu'un gouvernement responsable ne peut pas prendre ce type de décision. Si on avait été au pouvoir, nous, on n'aurait pas décidé de faire le Concorde : une étude préalable nous en aurait montré l'inutilité. Mais le Concorde existant, on ne peut pas en arrêter la fabrication comme ça. On étudiera, progressivement, des reconversions.

**Arthur :** - Et en attendant, le Concorde continuera à détruire l'ozone, etc.

- Mais nous, on n'y est pour rien, hein ? Entre la destruction de l'ozone par une production que nous n'avons pas décidée, et puis la mise à la porte de milliers d'ouvriers et les troubles qui pourraient en résulter (une situation à la chilienne), c'est vrai, tant pis pour l'ozone pour le moment, on préfère, nous, un processus plus lent et plus raisonnable qui permettrait à chacun de vivre, de se reconverter.

**Arthur :** - Pour nous, l'écologie, c'est la prise en main par les gens, là où ils sont, de leurs problèmes. Vous, finalement, comme tous les partis politiques, vous imposez vos vues qui viennent d'en haut, du Comité Directeur...

- Vous préféreriez, vous, que ce soient les gens de Toulouse qui décident, ou non, de fabriquer le Concorde ?

**Arthur :** - C'est pas les gens de Châteaurenard, par exemple, qui ont décidé de balancer des tonnes de pommes à la décharge. Tout était organisé d'en haut, du Marché Commun ou autre, ou de Paris. On les force à produire à

outrance une certaine chose qu'on les forcera ensuite à détruire. C'est là dessus, sur les réformes de structures, que nous sommes le plus éloignés de vous.

- C'est ça. Nous, notre théorie est bien connue là dessus, nous sommes pour ce qu'on appelle une planification démocratique. Planification : en effet, on ne peut pas laisser à trois mille ouvriers de Toulouse la décision de toute la politique industrielle dans le domaine de l'aéronautique, ça paraît démentiel. C'est lié à trop d'autres problèmes :

## LES VILLES, C'EST DE LA MERDE



production d'acier, importations, exportations, échange, balance commerciale, etc. Les décisions ne peuvent pas être émietées. « La mine aux mineurs », c'est une thèse qui n'est pas défendable.

Alors, la planification démocratique, ce sont de grands axes de décisions, pris avec la participation de tout le monde, naturellement. Débattus démocratiquement. A l'échelon du pays tout entier. Le pays tout entier est sollicité pour donner son avis. Ça me paraît fou qu'on prenne des décisions concernant les aciers à Fos, pendant qu'on en prendrait d'autres concernant les avions à Toulouse et d'autres encore concernant les betteraves dans le Nord. Je veux dire : c'est un tout, l'économie. Vous ne pouvez pas laisser les gens qui sont sur le terrain décider de leur production.

**Arthur :** - Evidemment, à partir du moment où les gens sont expatriés, trimbalés de droite à gauche, tous réunis dans les zup, les zac, les villes...



**Aux actes, citoyens !** A Suresnes, le Parti Socialiste a demandé à ses militants de s'opposer au programme nucléaire du gouvernement. Sur le terrain, à Braud et Saint-Louis en Gironde (notre photo), l'Etat s'appête à lancer ses molosses contre ceux qui ne veulent pas de la centrale nucléaire de l'EDF. L'heure est grave, on approche de l'expropriation, en dépit des 25.000 signatures des gens du pays. A la suite de la prise de position du PS, il est évident 1) que les socialistes de la Gironde viendront désormais par milliers soutenir les paysans de Braud et St-Louis, 2) que le PS va acheter des parts du Groupement Foncier Agricole (fixées à 100 F) pour faire échec à l'EDF. (GFA, Me Maurion, notaire, 17200 Mortagne sur Gironde), 3) que M. Mitterrand va profiter de son audience nationale pour donner une publicité nationale à ce conflit exemplaire. Si nous nous trompons, alors, bien sûr, c'est que le PS nous trompe, ce que nous n'osons envisager...

- Toutes choses que nous regrettons beaucoup. Une vraie politique d'aménagement du territoire doit tenter (comme un des meilleurs modèles existant : la Suède) d'empêcher les régions de se dépeupler en trouvant des activités qui permettent aux gens de vivre sur place. C'est ce que nous souhaitons faire. Le gouvernement a fait, fait encore, tout le contraire.

**Arthur :** - D'accord, vous aurez un lourd héritage à gérer. Mais vous êtes mal partis en essayant de continuer dans la même voie en aménageant un peu. C'est pas révolutionnaire... Par exemple votre position par rapport au travail...

- Quel travail ?

**Arthur :** - Ben, le travail ! Est-ce que vous pensez que c'est indispensable ?

- Euh... Non. La gauche au pouvoir, le travail devrait perdre cet aspect mythique de panacée à tous les problèmes, valorisation de l'individu, etc... Je crois que c'est quelque chose qui cessera.

**Laurent Samuel :** - Dans cet ordre d'idée, est-ce que vous ne pensez pas qu'une des tâches d'un parti comme le vôtre serait qu'on aboutisse à une dissociation entre le fait de travailler et le fait de « gagner sa vie », c'est à dire d'avoir un revenu ? Le droit au revenu séparé du devoir au travail ?

- Oui... On pourrait aller vers une politique comme celle du Canada, par exemple : politique d'assistance, où des quantités de gens sont au chômage et où on leur donne de quoi vivre. Moi, je ne considère pas que ce soit tellement une bonne chose. Dans les pays riches, il y aura, de plus en plus, une frange de gens, comme on voit aux Etats-Unis, qui ne participeront pas du tout aux décisions et qui... ben vivront, d'ailleurs pas mal, mais d'une façon que nous, nous ne jugeons pas satisfaisante. Nous pensons qu'au contraire, les gens doivent participer, dans la mesure du possible, aux décisions et à la vie de la société. Alors, cette politique d'assistance, non.

**Arthur :** - Mais la société, c'est quoi ? La société française, avec une capitale, ou bien la société communale, ou...

- Mais à la fois communale, régionale et nationale. Il y a tous les échelons, dans une société.

**Arthur :** - Il ne devrait y avoir que les échelons communaux ! Ce serait ça, une vraie société socialiste et même communiste. A l'échelle de deux ou trois mille personnes...

- Mais on ne peut pas imaginer qu'il n'y ait pas de lien entre ces communes...

Arthur : - Elles auraient des liens, bien sûr, mais pas de chapeau ! Pas un chapeau parisien, qu'il soit socialiste ou capitaliste !

- Bien sûr, oui... Mais enfin, ça, pour le moment...

Isabelle : - C'est que justement, pour le moment, quand on parle de droit au revenu, vous ne pouvez rien imaginer d'autre qu'une politique d'assistance, parce qu'on vit dans une société organisée comme ça. Le bonheur, actuellement, c'est la possession, la richesse (matérielle ou intellectuelle). Consommation égale bonheur. Donc industrialisation égale bonheur. Et si on n'est pas dans ce cirque là, on est un rien, un infirme, un mendiant. On est assisté et on n'a droit qu'aux miettes. Mais est-ce que le rôle d'un parti, ce ne serait pas de traduire l'imaginaire ? En sortir ? Inventer autre chose ?

- C'est ce que je vous dis : ce système est lié au capitalisme. Comme on cherche à rentabiliser au maximum à la fois les machines et les hommes, moins on a de salariés et mieux c'est. Ça engendre automatiquement le chômage, et pour éviter les troubles sociaux, on donne des miettes qui calment la faim... Nous, nous pensons que c'est une très mauvaise chose. Tout le monde doit participer à la vie de la société. Et nous pensons que l'absence d'une vie nationale n'est pas une bonne chose non plus.

Arthur : - Qu'est-ce que c'est, la Nation, pour vous ? Napoléon ? Astérix ?

- C'est bien avant Napoléon. Mais c'est vrai qu'on a hérité d'une histoire...

NATIONALISONS  
LA MERDE !

CACARICO !



- Vous connaissez les Occitans ? Vous croyez qu'un Occitan et un Breton ont hérité de la même Histoire ?

- Il y a tout de même un passé commun qu'on ne peut pas nier. Qu'on veuille faire autrement à partir de ce passé, alors là, mille fois d'accord.

Isabelle : - Mais sérieusement, quand vous parlez de la Nation et de son Histoire, vous croyez vraiment que c'est l'histoire des peuples ? Ce ne serait pas plutôt l'histoire de ceux qui les ont exploités ? Vous croyez que cette notion de Nation, c'est une notion populaire spontanée, ou un long bourrage de crâne ?

- Il y a les deux. Il y a l'histoire des peuples, beaucoup trop souvent effacée dans les livres d'histoire, mais ces peuples, ils ont tout de même une identité. On est né à un endroit, on peut être Occitan, Breton, on se sent aussi Français.

Arthur : - L'histoire de la Nation, c'est l'histoire des massacres des peuples entre eux, sur ordre et au profit de la naissance du capitalisme, et puis de sa défense, justement. Ce sont les batailles du capitalisme.

- Oui, bien sûr. Mais enfin, bon, quelle que soit l'origine de tout ça, ça existe maintenant.

Arthur : - Mais il faut briser ces structures ! Sinon vous ne changez rien. Vous enverrez les gens se faire tuer pour la France socialiste comme ils se faisaient tuer pour la France capitaliste !

- C'est sûr que quand la France sera socialiste, elle aura à se battre contre ses ennemis, comme le Chili, le Portugal, car il existe une entité chilienne ou portugaise, menacée par les Etats-Unis, par les multinationales, et nous aurons le même problème. Et si à tous les niveaux, en France, les gens de gauche ne se sentent pas mobilisés pour défendre la Société Socialiste qu'ils veulent construire, alors on

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE  
QU'EN PENSENT LES PARTIS ?



va au devant de grands dangers. Je crois que le sentiment national et le sentiment socialiste, c'est des choses qui peuvent aller ensemble.

Arthur (pour rire) : - National-socialisme !

- Ne faites pas de jeu de mots. Mais c'est quelque chose qui existe chez les gens : quand il s'agit de se battre contre la fuite des capitaux, contre toutes les façons dont le capitalisme cherchera à torpiller une société socialiste, je vous garantis que beaucoup de gens seront, se sentiront en même temps socialistes et Français.

Isabelle : - Ça sera quoi, alors, l'armée socialiste ?

- Pour l'instant, on a une organisation, la Convention pour l'Armée Nouvelle, qui a travaillé sur les problèmes du service militaire. Nous considérons que l'armée doit être dans la Nation et que les jeunes appelés doivent y apprendre à vivre dans le pays, de façon à ce que, s'ils sont amenés à défendre le territoire national, ils puissent le faire dans la population, en accord avec elle. Ce qui suppose six mois de service intensif et ensuite, des périodes.

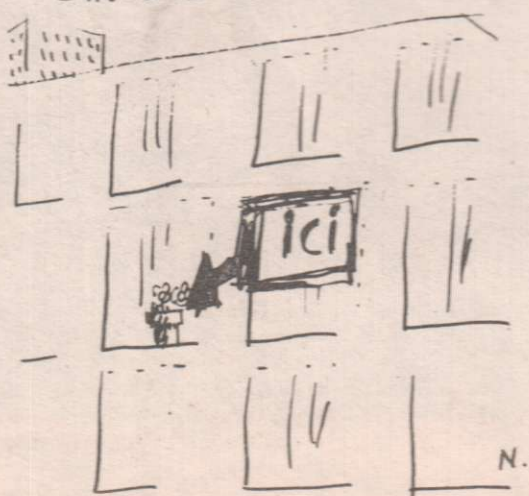
Isabelle : - Faites-vous des études sur la résistance non violente, la désobéissance civile, etc. ?

- Oh... Oui... On a lu tout ce qui est paru là dessus. On a eu une journée de débats sur ces problèmes là. Effectivement, c'est une attitude qui est possible, mais qui n'est pas suffisante.

Isabelle - Maintenant, vous vous occupez plus particulièrement des jeunes, dans le PS. Dans quelle optique ? Qu'est-ce qu'ils apportent au parti ?

- Nous pensons qu'il n'y a pas lieu, dans un parti socialiste, d'avoir une poche gauchiste qui serve d'alibi au parti. Donc les jeunes sont associés à la vie du parti. Ils siègent dans plusieurs commissions : la défense nationale, l'éducation nationale, les sports. Et puis ils peuvent parfois faire un certain style d'actions que les fédérations ne peuvent pas faire : par exemple aller protester contre une expulsion d'immigrés, faire du sit-in devant les centrales nucléaires. On les encourage dans cette voie. Ils viennent chercher une information et une formation, notamment

UNE FOIS PAR SEMAINE,  
LES SOCIALISTES  
S'INTÉRESSENT À L'ÉCOLOGIE



économique. Ils apportent quelques idées nouvelles, mais peuvent peu infléchir la ligne générale qui est plus ou moins définie.

Laurent Samuel : - Les fédérations auraient-elles peur de se mouiller en faisant elles-mêmes des actions devant les centrales nucléaires ? Pourant, à Port la Nouvelle, la fédération locale se bat très activement aux côtés des écologistes. Pourquoi ce genre d'action se cantonne-t-il toujours au niveau local, sans qu'il y ait de répercussion sur le plan national ?

- Ça se traduit spectaculairement au niveau national. C'est paru dans toute la presse : la position du Comité Directeur sur la politique nucléaire du gouvernement a été publiée en mai dernier. Nous avons demandé à tous nos élus de voter contre.

Arthur : - Mais Mitterrand est très discret là dessus. Il ne conseille pas à ceux qui lui font confiance, quand il passe à la radio ou à la télé, de refuser catégoriquement et par tous les moyens, l'installation d'une centrale nucléaire chez eux.

- Non. Mais nous avons invité nos élus à refuser par leur vote.

Arthur : - Si le nucléaire s'installe, qu'est-ce que vous faites ?

- Ben, on fera des manifestations... Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? On n'a pas les moyens nécessaires, on n'a pas la télévision à notre disposition. On a un hebdomadaire, l'Unité, qui a publié des dizaines d'articles contre le nucléaire. Effectivement, ce programme est extrêmement dangereux, trop rapide, mal expérimenté et pas du tout démocratique. Nous sommes pour une mise en commun de la recherche européenne pour l'énergie solaire par exemple. Mais ça ne peut être suffisant. Tout ça pose un problème très grave de retour en arrière.



Isabelle : - Et c'est là que nous vous comprenons le plus mal. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver malhonnêtes les partis populaires qui font miroiter des lendemains chantants par le seul miracle d'un changement de pouvoir, alors que ce grave danger nucléaire plane au dessus de nos têtes, que toute l'industrialisation, que vous défendez pour défendre l'emploi et la participation, est étroitement liée actuellement à l'installation du programme nucléaire. Nous ne comprenons pas, face à cette question vitale urgente, que vous puissiez dire : « il serait mal venu de conseiller aux gens de consommer moins ».

- Vous savez, dire aux gens qui ont 1200 F de retraite par trimestre « consommez moins », c'est se fiche d'eux, hein ? Il y a 65% des femmes qui gagnent moins de 2.000 francs par mois, et 32% des hommes.

Isabelle : - Avec, et pour, ce salaire ridicule ils se font avoir par une vie de cons, le boulot-dodo, et toutes les trahisons qu'ils se foutent sur le dos dans un grand effort de relance de l'économie. Alors ça, ça ne changerait pas, avec vous ? La pilule serait juste un peu mieux dorée ? Jamais les partis ni les syndicats ne disent : « ne suivez pas les modèles du capitalisme, ne prenez pas vos critères chez ceux qui possèdent le plus, qui n'ont pu accumuler qu'en détruisant terre, bêtes et gens, qu'en vous détruisant ! » Vous méprisez donc tant les gens que vous êtes censés défendre ?

- Ce n'est pas les mépriser que de mesurer le degré d'aliénation dans lequel ils sont. Si vous dépassez leurs possibilités de perception, vous n'êtes pas compris, vous n'avancerez pas. ■

# CITÉS ANARCHISTES



L'anarchisme - cette philosophie politique qui veut une société de communautés autonomes, sans gouvernement ni Etat - ne semble pas, à première vue, prendre en considération les problèmes de la ville. Pourtant, un courant anarchiste, de Kropotkin à Murray Bookchin (1), de John Turner à l'Internationale Situationniste (2), s'est fortement intéressé à ces problèmes.

**P**ENDANT des siècles, particulièrement en Grande-Bretagne et en France, on a chéri le mythe du retour à la terre, cela d'un bout à l'autre de l'éventail politique. Que ce soit en littérature ou en politique, le mythe d'un paradis campagnard perdu a été largement répandu, développé, embelli, jusqu'à devenir la base à partir de laquelle on critiquait l'industrialisation. Ce mythe est vite devenu un obstacle à la recherche de ce qu'une vraie vie communautaire dans une ville industrielle pourrait être. D'où une hémorragie culturelle permanente, une perte d'énergie révolutionnaire qui entraîne les citadins vers Walden (3), l'Afghanistan, la Cornouaille, les Cévennes, l'Ardèche... Cela ne résout rien, mais leur procure l'illusion d'avoir échappé à la contamination d'un système social dont ils sont eux-mêmes en fait les produits.

Les gouvernements sont invariablement établis dans des villes : qui a jamais entendu parler d'une nation dirigée à partir d'un village ? Très souvent même, on

construit des villes exprès pour les accueillir : New Delhi, Canberra, Ottawa, Washington, Chandigarh, Brasilia...

Paradoxalement, c'est vers le Tiers-Monde qu'il faut se tourner pour trouver des exemples de « villes anarchistes », c'est-à-dire d'implantations humaines résultant d'une création populaire directe et non d'une décision gouvernementale.

Exemple : à une quinzaine de kilomètres de Brasilia, les ouvriers du bâtiment qui ont bâti cette « ville de l'an 2000 », trop pauvres pour y habiter, ont créé leur propre cité, « Cidade Libre » (Ville Libre), où un mode de vie original et spontané a surgi.

En Amérique Latine, en Asie, en Afrique, le mouvement de population vers les grandes villes a provoqué la croissance à leur périphérie d'énormes « colonies » peuplées d'« invisibles », autrement dit de gens n'ayant pas d'existence urbaine officielle. A côté des citoyens officiels, on trouve, en Amérique Latine notamment, des citoyens « en marge », dont la vie économique se situe en dehors des structures financières de la cité. Selon le point de vue officiel, ces bidonvilles seraient des repaires du vice, du crime, de maladies et autres désordres sociaux.

L'architecte anarchiste John Turner démontre le contraire : « Après avoir travaillé dix ans dans les Barriadas péruviennes, je peux affirmer que cette façon de voir est grossièrement fautive. Bien qu'elle serve les intérêts

privés de certains hommes politiques et de certains bureaucrates, elle offre peu de ressemblance avec la réalité. Au lieu du chaos et du désordre attendus, on trouve une occupation très organisée des terrains publics, une organisation politique interne, des élections locales annuelles, et, en fin de compte, des milliers de gens vivant ensemble harmonieusement, sans protection policière ni l'aide des services publics. »

« Les maisons de torchis édifiées à la hâte lors de la première occupation des terrains sont dès que possible reconstruites en briques et en ciment - ce qui représente des millions de dollars investis en matériaux et en main d'œuvre. Le taux d'emploi, les salaires, l'alphabétisation et le niveau culturel sont tous plus élevés que dans les taudis du centre de la ville (que les habitants des Barriadas ont fui), et plus élevés que la moyenne nationale. Le crime, la délinquance juvénile, la prostitution, sont rares - mis à part le chapardage, qui reste cependant moins répandu que dans d'autres quartiers urbains. »

## Un réseau de communautés

Kropotkin, dans son livre étonnamment moderne « Usines et Ateliers des Champs », réclame, arguments techniques à l'appui, la dispersion de l'industrie et son intégration dans le monde rural. Lewis Mumford (4) souhaite « un développement urbain décentralisé en petites unités, respectant le besoin de contacts humains, et bénéficiant à la fois des avantages de la ville et de la campagne ».



... des citoyens en marge, dont la vie économique se situe en dehors des structures financières de la cité ...



Fotolib

Dans « Les Villes-Jardin de Demain », E. Howard, contemporain de Kropotkin, pose ces simples questions : comment supprimer la laideur des villes et combler le vide des campagnes ? Comment préserver la beauté des campagnes et les possibilités offertes par la ville ? Pour lui, la réponse n'est pas seulement la ville-jardin, mais ce qu'il appelle la « ville sociale », le réseau de communautés.

Cette idée émerge aussi chez Paul et Percy Goodman (5), où la « Nouvelle Commune » est présentée comme une cité à plusieurs noyaux, reflet de sa philosophie anarchiste. Dans son remarquable essai « La Cité, Centre Convivial », Leopold Kohr développe une thèse similaire. Le « Plan pour la Survie » (« Blueprint for survival ») de l'équipe anglaise de « The Ecologist » (6) préconise une société décentralisée en petites communautés où les industries seraient à une échelle suffisamment réduite pour satisfaire les besoins locaux.

Longtemps avant que la conscience populaire n'ait été sensibilisée par la « crise de l'énergie », l'anarchiste américain Murray Bookchin écrivait : « La survie d'une ville de grande taille nécessite d'immenses quantités de charbon et de pétrole. (...) On conçoit difficilement des capteurs solaires ou des éoliennes qui parviendraient à eux seuls à éclairer l'île de Manhattan ou à remplacer une de nos maxi-centrales. Tant que les habitations et les industries seront concentrées, le recours aux technologies douces risque bien de n'être qu'un gadget... Mais si les communautés urbaines voient leur taille limitée et si elles sont bien réparties sur le territoire, il n'y a aucune raison pour que ces techniques ne se complètent pas pour nous donner tous les avantages d'une civilisation industrielle. Pour utiliser valablement les énergies solaire, éolienne et marémotrice, il faut faire éclater les concentrations urbaines gigantesques. Un nouveau type de communautés soigneusement taillées à la mesure de l'environnement et adaptées aux ressources du pays doit remplacer les cancers urbains que nous connaissons aujourd'hui ».

### Diversité et désordre

Un autre son de cloche - toujours anarchiste - est exprimé par Richard Sennett dans « Utility of disorder, personal identity and city life » (« de l'utilité du désordre : identité personnelle et vie urbaine »). Il part de la thèse du psychologue Erik Erikson selon laquelle, pendant son adolescence, l'homme cherche une « identité purifiée » qui l'aide à échapper au doute et à la

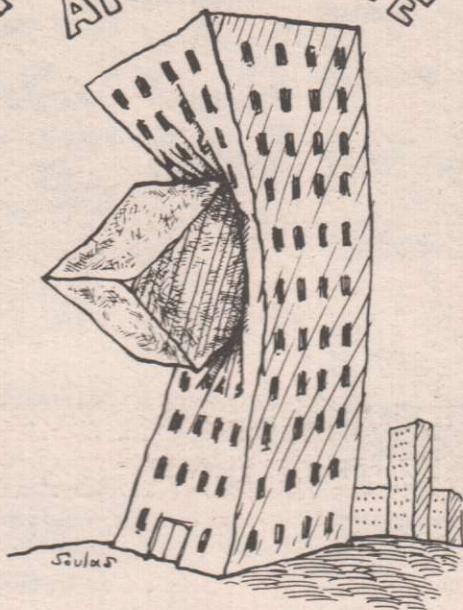


douleur. Au contraire, le propre de l'âge adulte est d'accepter diversité et désordre. La société américaine moderne cantonne l'homme au stade de l'adolescence : en particulier, les classes aisées se « retranchent », menant une vie feutrée et sûre dans les banlieues résidentielles : c'est la « communauté purifiée » (7).

Selon Sennett, la planification urbaine, avec ses techniques de « zoning » et sa volonté d'éliminer les marginaux, a sanctionné et aggravé ce processus. Les planificateurs professionnels ont interprété les protestations des communautés déracinées ou marginales comme des menaces contre leurs projets, au lieu de les considérer comme partie intégrante de l'effort de reconstruction sociale.

Pour remédier à la crise des villes américaines, Sennett préconise l'abandon du contrôle centralisé (police, école, zoning, services municipaux), au profit d'une action communautaire dans un climat de conflit direct et non-violent. Pour lui, l'agression et les conflits n'ont d'autre débouché dans les villes modernes que la violence à cause précisément de cette absence de confrontation personnelle. Un exemple frappant est le rôle qu'on attend de la police : si la seule façon de résoudre

### POUR UN HABITAT ANARCHISTE



les problèmes est une coercition passive, impersonnelle et bureaucratique, on peut s'attendre à de graves flambées de violence.

La société anarchiste, elle, encouragerait les gens à dire ce qu'ils ont à dire afin de forger des modes de coexistence. Loin d'être un compromis entre l'ordre et la violence, elle serait une toute autre façon de vivre, où on n'aurait plus à choisir entre ces deux extrêmes.

Dans son récent livre « Les limites de la Ville », Murray Bookchin (encore lui !) écrit : « Les cités du monde moderne sont en train de s'effondrer sous la simple pression de leur taille et de leur croissance. Nous assistons à leur désintégration sur les plans administratif, institutionnel et logistique. Même les services les plus élémentaires ne sont pas satisfaits, que ce soit dans le domaine du logement, de la sécurité ou du transport des personnes et des marchandises. Même lorsque ces villes présentent encore un semblant de gestion démocratique, la plupart des problèmes politiques sont résolus non par une action qui irait aux racines sociales du mal, mais par un système législatif qui restreint encore davantage les droits du citoyen, et qui renforce un peu plus la prépondérance des institutions supra-individuelles. »

Pour Murray Bookchin, ce ne sont pas les architectes, les ingénieurs, ou les sociologues qui feront changer les choses. Au contraire. Ce sont les « amateurs », restés en contact avec le réel et les souffrances créées par la métropole, qui élaboreront les éléments d'un urbanisme humaniste. Et tout spécialement les jeunes de la contre-culture. « Ils sont en train de redécouvrir la « polis », de réinventer la commune ».

D'après Colin Ward, « Anarchist Cities », Undercurrents n° 10, mars-avril 1975.

Traduit et adapté par Christiane Ellis, avec la complicité de Laurent Samuel. Les notes sont de la rédaction.

(1) Anarchiste américain, auteur du fameux « Post-Scarcity Anarchism » (l'anarchisme post-pénurie), traduit partiellement sous le titre « Vers une Technologie Libératrice ». Editions Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Prix : 7 F.

(2) Les protagonistes de T.S. seront bien furieux de se voir coller sur le dos l'étiquette d'« anarchistes », eux qui refusaient toutes les étiquettes ! A lire : la réédition des premiers numéros de l'« Internationale Situationniste », Editions Champ Libre.

(3) Nom de la cabane en planches du « philosophe dans les bois » américain Henry David Thoreau. C'est aussi le nom de son livre le plus célèbre.

(4) Auteur d'un bouquin essentiel : « La Cité et l'histoire » (Editions du Seuil). C'est encore un Américain...

(5) « Communitas ». Paul Goodman est une figure de proue du mouvement libertaire contemporain aux Etats-Unis, et un des inspirateurs de la « contre-culture ». A lire : le chapitre que Theodore Roszak lui consacre dans « Vers une Contre-Culture » (Stock).

(6) Traduit en français sous le titre « Changer ou disparaître » (Fayard).

(7) A l'inverse de ce qui se passe en France, aux Etats-Unis les riches émigrent en banlieue et le centre des villes est peuplé par les pauvres, en particulier les minorités ethniques.

### À propos d'habitat sauvage

«... Il y a pas mal de terrains plus ou moins marécageux, à Fort de France, cibles favorites des cyclones, invendables aux promoteurs, couverts d'inraisemblables bicoques faites de brique, de broc et surtout de bois de caisse. Devant la colline, c'est de la construction joyeuse, farfelue, peinte en vert tendre, rose, turquoise, délectable... Il y a bien toujours un arbre à pain ou à avocat à proximité. On a bien toujours un frère, un cousin, un copain qui va à la pêche et rapporte un peu trop pour lui. Les poulets picorent miettes et poirelles... On se débrouille... Jusqu'au jour où quelqu'un le prend, peut-être, ou le bon César, stappitoie. Attu! Il y a des rats, c'est insalubre! faut reloger décemment tous ces braves gens. Ça part d'un bon sentiment, et ça mène à de belles HLM sur la hauteur. Seulement, dans le groupe d'immeubles, pas d'arbre à pain. Avocats; bernique. Poulets absents. Les cousins sont loin. Il y a bien le grand super marché en bas, mais pas de sous pour y aller. Le bidet démonté et revendu, plus d'autre ressource que la décharge municipale d'ordures toute proche. Des bandes de gosses et de matrones attendent en haut du terrain. C'est à ce moment-là que le premier à la benne pleine. Celui-là aura le droit, avec sa bande, d'exploiter les ordures déchargées: boote, échange, négocié. C'est beau le progrès...»

(Impressions de voyage à la Martinique en 1973)



## UN MORT BAVARD

James Abston a 24 ans. Il s'adresse à une agence pour trouver du travail. Il est embauché à Veurey, près de Grenoble, à la S.I.C.N., Société Industrielle de Chimie Nucléaire. Il y travaille deux mois, en mars et avril 1974, d'abord comme balayeur, et ensuite comme manoeuvre (selon ses indications, il trempe des barres de métal dans un liquide).

Il quitte l'usine en avril 74. Il tombe malade en novembre de la même année. Il est atteint de leucémie. Il est soigné à l'hôpital Saint-Louis pendant l'hiver 74-75 par les docteurs Bernard et Israël. En février 1975, il est envoyé sur le plateau d'Assy. Il y meurt le 23 février.

Un cas parmi combien ? Existe-t-il une liste de ceux qui ont travaillé ici quelques semaines et sont allés mourir là quelques mois plus tard ? Où est cette liste ? Combien y sont-ils inscrits ? Qui sont-ils ?

S'il était tombé d'un échafaudage, s'il s'était fait prendre dans une machine, il y aurait eu une enquête. Mais il est mort de leucémie. Pour qu'une enquête soit ouverte, il faudrait non seulement que son plus proche parent porte plainte mais que, à l'appui de sa plainte, il apporte sinon une preuve du moins une présomption, en l'occurrence le certificat d'un médecin précisant qu'il y a un rapport possible entre la leucémie et une contamination radioactive.

Entre le fait que James Abston a travaillé dans une usine d'isotopes et sa mort, il y a un rapport ou il n'y en a pas. Comment pourra-t-on le savoir si on n'a pas le droit de poser la question ?

## ATOMICUS INTERRUPTUS (A L'AMERICAINE)

● L'usine de fabrication du plutonium Kerr-McGee de Cimarron (Oklahoma) va désormais tourner au ralenti. Cause : la réduction de la demande. Selon le président de la compagnie Kerr-McGee, James J. Kelly, l'usine de Cimarron avait été construite dans la perspective d'une capacité de 250 millions de kilowatts nucléaires pour 1980. Avec les nombreux projets qui ont été annulés ou repoussés, cette capacité risque de tomber aux alentours de 75-80 millions de kilowatts.

En décembre, il ne restera plus à Cimarron qu'une trentaine de travailleurs - le minimum nécessaire pour la maintenance et la sécurité, contre 270 à son plus beau jour.

Karen Gay Silkwood, morte il y a un an dans des circonstances mystérieuses, alors qu'elle était en route pour faire des « révélations » sur la sûreté nucléaire à un journaliste travaillant à l'usine de Cimarron...

(The Daily Oklahoman, cité par Not Man Apart, novembre 1975)

● Il n'y a pas que Kerr-McGee qui fait les frais de la crise. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1974, 14 commandes de centrales nucléaires ont été annulées, et 94 reportées. Ces chiffres sont donnés par Michel Turin dans « Le Nouvel Economiste » (10 novembre 1975), qui apporte les précisions suivantes : la dernière en date des annulations est celle de deux réacteurs à haute température de la General



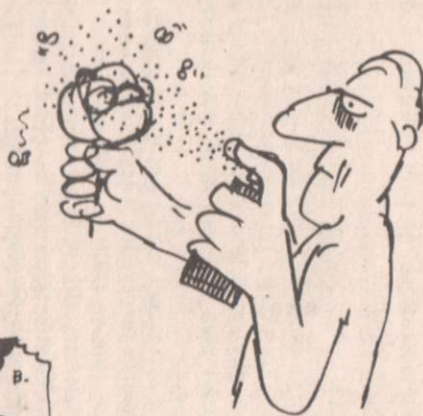
## BOYCOTT DE L'URANIUM PAR LES SYNDICATS AUSTRALIENS

Le congrès annuel du Conseil Australien des Syndicats (ACTU) - 380 000 travailleurs -, réuni le 18 septembre, a demandé un boycott de l'exploitation des mines d'uranium et de l'exportation du minerai. Seule exception : les usages biomédicaux, et encore « sous de stricts contrôles ». Raisons données par la résolution, votée malgré l'opposition du principal syndicat ouvrier (« blue collar ») : « le danger de pollution radioactive généralisée, la menace de prolifération des armes atomiques, les problèmes d'élimination des déchets radioactifs, le déséquilibre entre la consommation d'énergie des pays industrialisés et celle des pays sous-développés du Tiers-Monde, le refus de la reconnaissance des droits légitimes sur leurs terres des noirs Australiens ».

(Melbourne Age, cité par Not Man Apart, novembre 1975)

### Les carnets de la vieille taupe

Pour raison de sale caractère, j'ai un peu bâché la question des légumes secs, la semaine dernière. Pourtant, ils sont importants dans notre régime comme fournisseurs, gros fournisseurs de



## L'OCCITANIE A LA TÉLÉ

« Ces grappes de ma vigne », c'est un feuilleton un peu moins idiot que les autres qui retrace l'histoire des viticulteurs du Languedoc à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à travers une chronique d'un petit village. La vigne, le phylloxéra, la lutte des vigneronns contre le fléau, la montée des prix, la famine ; et aussi la vie d'une famille de l'époque, les traditions Occitanes, la lutte contre la colonisation culturelle parisienne, et surtout la célèbre révolte de 1907. Nul doute que les occitans seront devant leurs postes de télé. On peut trouver un petit côté « poujadiste » et réactionnaire (l'idéologie moraliste des personnages, la sacralisation du travail), quelques détails sacrifiés aux règles du feuilleton, quelques complaisances. Mais l'ensemble est à voir et à écouter, ne serait-ce que pour les images de ce pays magnifique, le côté documentaire du film (surtout les deux derniers épisodes) et les chansons inédites de Marti.

Tous les vendredis à 20 h 30 sur Antenne 2 à partir du 21 novembre.

D.S.

## LES SOCIALISTES DÉCOUVRENT L'ÉCOLOGIE



# LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

## GISCARD, CHASSE A COURRE : MÊME COMBAT !

Chasse à courre mouvementée le 8 novembre en forêt de Rambouillet. Plusieurs dizaines de manifestants s'étaient introduits dans l'église de Saint Léger en Yvelines où se tenait une messe de St Hubert.

Cette intrusion ne fut pas du goût des sonneurs en rouge, ni des chasseurs en manteau vert, ni du curé, qui répliqua aux contestataires : « Vous ne connaissez rien à la chasse à courre ». Cependant, les pancartes stigmatisant la caution donnée par l'Eglise à un passe-temps aussi cruel troublèrent quelque peu les fidèles...

Veneurs et contestataires se retrouvèrent au départ de la chasse. Le spectacle était à la fois anachronique et révoltant, puisque tout ce carnaval implique la mort atroce d'un animal : baise-mains, officiers en tenue, minettes en chapeau à plume, femmes en uniforme, etc.

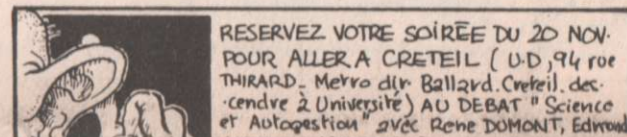
Assis par terre, nous criâmes quelques slogans qui, eux aussi, créèrent un choc psychologique : « A bas la cruauté ! », « Chasseurs-assassins », etc. Par la suite, le contact fut perdu avec la chasse, mais l'on observa tout de même un fait notable : des soldats étaient mobilisés pour récupérer les chevaux des gradés...

Autre point intéressant : « Les Dernières Nouvelles de Rambouillet » ont publié un article assez favorable aux contestataires.

J'ai eu l'occasion, au cours de cette journée, d'apprendre quelques détails sur les chasses présidentielles. Des élèves de la Bergerie Nationale sont utilisés pour rabattre les faisans... Une allée porte le nom de « allée du président ». Sur l'un de ses côtés se dresse une rampe oblique : des gardes y poussent des canards, qui la gravissent à pied, puis doivent bien s'envoler... pour se faire fusiller par Giscard. A ce propos, celui-ci n'a, semble-t-il, chassé ni en URSS, ni en Tunisie : tiens, tiens...

D'autres manifestations contre des chasses à courre ont eu lieu le même jour en France. Dans l'Aisne, une messe de St Hubert fut annulée par crainte des contestataires, et la chasse se tint près de Noyon. Paule, bien connue des lecteurs de Charlie-Hebdo, y eut affaire à un veneur fort agressif, mais sut fort bien, comme on s'en doute, le remettre à sa place.

J.J. Barloy







# LES PETITS ECHOS DE LA MERDE (suite)



## LAPINS ATOMIQUES

« Les animaux peuvent poser des problèmes dans les grandes aires de stockage de déchets en jouant le rôle d'un efficace mode de transport biologique pour les radionucléides prétendument enterrés en toute sécurité. » C'est la conclusion d'une étude de Thomas O'Farrell et Richard Gilbert, publiée dans la revue américaine « Health Physics » (juillet 1975).

Au cimetière radioactif de Hanford (dans l'Etat du Washington), « une quantité inconnue de radioactivité a été dispersée sur plusieurs kilomètres carrés par les excréments des lapins et leurs prédateurs. »

(Los Angeles Times, cité par Not Man Apart, novembre 1975)

## GRANDE-BRETAGNE, POUHELLE NUCLÉAIRE DU MONDE

Enorme levée de boucliers en Grande-Bretagne autour du projet de contrat entre la British Nuclear Fuel et le Japon. Les journaux titrent : « Grande-Bretagne, pouhelle nucléaire du monde ». Le Daily Mirror, journal populaire « de gauche », s'est lancé dans une véritable campagne anti-nucléaire, avec gros titres à la une... et chiffres faux, malheureusement.

La British Nuclear Fuel (Compagnie Britannique d'Energie Nucléaire) a entrepris en 1971 à Windscale la création d'une usine de transformation des déchets nucléaires. En 1973, 36 hommes ont été contaminés par des fuites radioactives. Pour des raisons de sécurité évidentes il a fallu reconstruire la centrale. Cela coûte très cher : 400 millions de francs de plus. Pour être économiquement rentable, la BNF a donc besoin de transformer beaucoup plus de déchets que ceux produits par la Grande-Bretagne elle-même. Il faut trouver des clients et le Japon est tout à fait prêt à faire balader ses déchets nucléaires d'un bout à l'autre de la planète. Les Japonais sont également prêts à financer la nouvelle construction : leur quote-part s'élèvera à 150 millions de francs environ. Moyennant quoi, le Japon sera prioritaire sur les autres pays du monde pour envoyer ses déchets en Grande-Bretagne : 400 tonnes selon le contrat signé. De quoi fabriquer 4000 bombes atomiques. Aux termes du contrat, les Japonais vont recevoir du plutonium. Que vont-ils en faire ? Ils n'ont jamais signé le traité de non-prolifération des armes atomiques, eux !

De toute façon, la Centrale de Windscale est en construction, et n'est pas à même pour l'instant de transformer les déchets nucléaires japonais. Il va donc falloir les stocker, en Grande-Bretagne bien sûr. Mais ce n'est pas tout. Quand la Centrale sera terminée, les déchets nucléaires transformés, on ne pourra pas les renvoyer aussi vite que ça au Japon. Le plutonium sort de la Centrale à des températures trop fortes pour être mis dans les containers de verre qu'on utilise pour le transport : le verre fondrait. Ce plutonium hautement radio-actif sera à nouveau stocké dans d'immenses piscines pour que sa température baisse, et ce pour cinq ans minimum.

Qui peut garantir la sécurité du transport ? Quand un cargo chargé de plutonium quittera la Grande-Bretagne, comment être certain qu'il arrivera à destination ? Les détournements d'avion ça existe, les détournements de bateaux ça c'est déjà vu aussi.

Heureusement, le contrat n'est pas encore signé. Il y a donc de l'espoir. Trois solutions sont possibles :

- 1) L'accord est signé tel quel entre la Grande-Bretagne et le Japon.
- 2) On crée un Centre International de Transformation des déchets nucléaires avec une gestion internationale.
- 3) On abandonne le contrat. C'est sans doute la meilleure solution. Car sans contrat japonais, pas d'argent pour terminer le projet de Windscale.

Marie-Pierre Carretier

## CHALON SUR SAONE :

EN RÉPONSE AU PROJET DE CENTRALE DANS LA RÉGION, UN COMITÉ ANTI-NUCLÉAIRE VIEND DE DÉMARRER (VROUM, VROUM !). SI VOUS LUI ENVOYEZ VOTRE ADRESSE, VOUS RECEVREZ UNE CONVOCATION POUR SES RÉUNIONS : DANIEL DÉRLOT, SASSEY 71100 CHALON S/S. OU THIERRY GROSJEAN, 26 rue du Chatet 71100 CHALON S/S.

## MANCHE :

Un comité d'information nucléaire vient de se créer à BRÉCEY. C.I.N., M. Rayon, La Bigotière, 50570 BERCEY.

29 NOVEMBRE À LA MUTUALITÉ - 20h30 -

**Gala de SOLIDARITÉ**  
AVEC LES LIBERTAIRES  
EMPRISONNÉS EN FRANCE ET EN ESPAGNE  
SOUTIEN AU G.A.R.J.

- AVEC LA PARTICIPATION DE :
- ALAIN BERT ET EPSY'S BAND
  - JACQUES DEBRONCKAERT
  - EVARISTE
  - GOUAUD
  - SERGE UTGE-ROYO
  - CARLOS ANDRÉOU
  - HIGGELIN.

BILLETS EN VENTE À LA MUTUALITÉ ET AU JARGON LIBRE, 3 RUE DE LA REINE BLANCHE - 13.

# LES GRANDS PRÉCURSEURS : MOUNA

Les risques du métier

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS : MOUNA A

CHOISI DE RÉVER SA VIE À L'ÂGE DE 40 ANS. IL A TOUT LAISSÉ TOMBER POUR MILITER PAR LE RIRE. DES FOIS QUE ÇA VOUS DONNE DES IDÉES... AVANT DE FAIRE UNE GRÈVE DE LA FAIM QUI FAIT CHIER TOUT LE MONDE ET QUI N'EST PLUS EFFICACE, RELISEZ VOTRE MOUNA.



EN 1953 MOUNA SE PRÉSENTE COMME ÇA : UNE DEMIE TIGNASSE, UNE DEMIE MOUSTACHE ET UNE DEMIE BARBE. IL PROTÉSTAIT AINSI CONTRE LA CONTAMINATION D'UN BATEAU JAPONAIS (LE "FUJITAMA") PAR LES ESSAIS NUCLÉAIRES AMÉRICAINS, AUTOUR DE L'ATÔLE DE BIKINI. IL ÉCROTE DE 2 CONdamnATIONS (COUFRAGES ET REBELLION À AGENTS) POUR AVOIR ESCALADÉ LA STATUE DE MUSSET AU PALAIS ROYAL. IL REFUSE DE PAYER LES 24.000 ANCIENS FRANCS D'AMENDE ET SE RETROUVE À LA PRISON DE FRESNES POUR 12 JOURS. ET COMME IL REFUSERA DE COUPER TOUT ÇA, IL FERA 12 JOURS D'ISOLEMENT POUR NE PAS CONTAMINER LA PRISON.



AU DÉBUT DE SA CARRIÈRE, LE PLUS GRAND RISQUE ENCOURU PAR MOUNA, C'ÉTAIT BEL ET BIEN L'ASILE PSYCHIATRE. IL A EU DEUX MENACES PRÉCISES :

EN 1954 IL HARANGUAIT LES GENS À ST GERMAIN-DES-PRÉS. LES FLICS LUI CONFISQUENT SON TRIPORTEUR.



IL SE RETROUVE DEVANT UN PSYCHIATRE QUI LUI ROSE LA QUESTION-PIÈGE : « CROYEZ-VOUS QUE VOUS AVEZ UNE MISSION ? » SI MOUNA AVAIT RÉPONDU "OUI", IL SE RETROUVAIT À STANNE. « ALORS, UN BON CONSEIL, LUI DIT LE MÉDECIN... LAISSEZ TOMBER LA POLITIQUE... »



EN 1959, IL VEUT ALLER AUX INDES. SUR LA ROUTE, PRÈS DE JÉRUSALEM, IL SE PROMÈNE SANS LE SAVOIR DANS UN NO MAN'S LAND. « HAUT LES MAINS ! » EN JORDANIEN - BAÏLLONNÉ, FICÉLÉ, IL SE RETROUVE PRISONNIER : « VOUS, ESPION ISRAËLIEN ! » - « NON ! MOI MOUNA ! » - « NON ! MOUNA, C'EST NOTRE REINE ! » FINALEMENT, C'EST LE TÉMOIGNAGE D'UNE BONNE SŒUR FRANÇAISE QUI LE SAUVA.

(\*) LA FEMME DU ROI HUSSAIN S'APPELAIT "MOUNA" À L'ÉPOQUE.

« On pourrait penser à la Navarre et à la Franche-Comté comme nous appartenons, estans contigues à la France et faciles à conquérir toutes fois quante que nous n'aurons autre chose à faire », écrivait Richelieu en 1629. C'était, pour le plus, faire acte de franchise. Promesse tiendra quand les armées de Louis XIV assiègeront Besançon, en 1674 ; puis, le pays massacré, pillé, affamé, elles retourneront la même année dédicacer au roi victorieux la porte St-Martin ainsi signée : « A Louis le Grand, les Francs-Comtois deux fois brisés et vaincus ». C'était pour le moins faire preuve de cynisme : quand l'hôte reçoit des étrangers qu'il a invité de force, il ne leur fait pas sentir le poids de l'addition ! Tant il est vrai qu'au banquet des élites, la loyauté fait tapisserie, et s'en indigner serait souffler dans les gauches ! Le 17 septembre 1678, par le traité de Nimègue, la Franche-Comté, mal gré, devenait province française.

Monts Jura et ils se confrontent, par hasard, au « 16<sup>e</sup> régiment des lanciers de la Reine » en entraînement incognito, près du Crêt de la Neige, avec hélicoptère et jeeps, leur bivouac situé près d'un poste frontalier avancé, à Gex. La Franche-Comté salue l'Irlande libre ! Quand les circonstances n'augurent pas à la militarisation des sols, elles garantissent ceux-ci de leur bonne domestication civile.

Opération de prestige pour les princes qui nous gouvernent et escarcelle trouée pour les banquiers qui les manipulent, le projet de liaison Rhin/Rhône par la création d'un canal à grand gabarit menace toute une région. La nappe phréatique baissante vouera à l'assèchement et à la stérilisation graduelle des dizaines de milliers d'hectares et, par ailleurs, ce sera aussi plus de 10 hectares de cette terre riche que sacrifiera chaque kilomètre de canal ! Les sérieuses complications écologiques d'un tel projet ne sont pas prises en consi-

gées en cavale de sondages. Quand les chalets hideux n'avancent pas leur gueule uniforme, les anciennes fermes, qui exhibent maintenant lanterne en fer forgé, abritent un mois par an des citoyens fortunés en manque d'oxygène. Le vieux paysan abandonne sa terre que ses enfants ont délaissé, l'agriculture et l'élevage se sabotent (7) mais le fric ne quitte pas son circuit, après la transmutation de la neige en « or blanc » !

Sucette exotique pour attirer le client, on a déporté de Scandinavie, en avion et sous tapage publicitaire, quelques rennes pelés que l'on a installé dans une vallée de Prémamanon pour, paraît-il, en résumé, « reconstituer la faune de l'ère glaciaire ». L'alibi écologique masque le problème et cette entreprise n'est qu'une opération sournoise pour coloniser notre pays par une tourisme intensif et impopulaire. Cependant, comme chaque hiver, un couple lapon, à défaut de mimer les cow-boys,

sifier, de détourner l'histoire de notre Franche-Comté en attribuant le nom de Lacuzon (8) à un groupe d'alimentation, un peu comme si la Grande-Motte ou Olida chérissaient Féroul !

Détails en vrac qui, collés les uns aux autres, peignent une fresque dégueulasse, celle d'une Franche-Comté agonisante au pied d'un Etat militaro-industriel dément que la concoyote des foires gastronomiques a du mal à faire passer...

« Nous sommes tous des chefs ! » Slogan de Mai 68 ? Non, mais la fière réponse lancée, en 1834, au sous-préfet de Poligny par les vigneron en colère d'Arbois, ce bourg à étiquette contrôlée où le vin d'aujourd'hui, s'il rend fou, assure la publicité, est loin d'être biologique, ceci expliquant sans doute cela...

Des Comtois exilés qui se paraient de l'écharpe rouge espagnole, plus par défi que par conviction partisane, aux premiè-

## COMTOIS, RENDS-TOI ! NENNI, MA FOY !

A part ces derniers temps une amorce balbutiante d'un renouveau de la chanson franc-comtoise (niveau actuel du dépoussiérage de reliques soustraites des musées), rien n'a marqué réellement ce tricentenaire dans l'arène politique. On croise bien des gens affirmant leur identité, mais ce serait plutôt pour nier, en un pied-de-nez de plus, le pouvoir central. Rien ou peu de choses. Et pourtant... On en reste donc encore au calendrier rédigé par l'occupant. Rendez-vous déjà fixé en 1978 où l'officiel pavosera. Au cours de fastes ennuyés, la bourgeoisie intellectuelle, avec lèvres tordues, mots roucoulés et gestes étudiés, phrasera sur l'humilité des croquants, mais dédaignera le prolo de Tavaux (1) et maudira sa sœur de Palente. Les historiens, qui chaussent bécicles à verre poli, dissèquent à la loupe les événements de l'hexagone et s'accordent à dire que le rattachement de la Franche-Comté au Royaume de France lui fut bénéfique, mais s'étonnent, regards de crapauds à l'appui, que le peuple y demeurait hostile. Ainsi sera fête un tri-centenaire tragique, à force cocktails et gloussements cérémoniaux, qui commettront des articles creux dans une presse au service du Kapital. Des livres paraissent (2) et des expositions se préparent. On flattera l'esprit du terroir comme Théodore Botrel remercia les Bretons en 1914, et les enfumés d'Arcey (3), en coulisses seulement, pourront différencier les torches de Turenne des grenades lacrymogènes de Poniatowski. Mais surtout, on ignorera la réalité franc-comtoise actuelle.

Si l'armée française occupe déjà la Val d'Haon et a tendance parfois, comme l'été 74, au fort des Rousses (4), à se croire encore en Algérie bigeardienne (5), elle ne se prive pas de manœuvres en terre civile. De plus, la peste kaki désire implanter à Bourogne (6) un régiment de chars AMX porteurs d'une demi-douzaine de missiles nucléaires Pluton. L'argument de la défense du territoire national cède. Que des amis entreprennent le tour pédestre des

dération. Quant aux problèmes sociaux, vus de Paris et d'un ministère, existent-ils vraiment ? Et que représentent-ils donc, aux yeux de l'autorité, ces paysans spoliés, descendants directs de ces gueux qui diront « qu'ils furent Français pour en acquitter les charges ? »

Le Haut-Jura servira dans ces prochaines années à soulager les furoncles concentrationnaires méditerranéens. L'infrastructure touristique se met en place. Les téléskis saignent les versants des forêts déjà routées, goudronnées, fléchées. On parle d'installer des dizaines de milliers de lits. Des centres nautiques artificiels justifieraient les déplacements récents de géolo-

goue les clowns, dans leurs costumes traditionnels, derrière les traîneaux et les lassos, mais devant les appareils-photos des touristes sportifs et béats, faut-il en déduire que les ancêtres des francs-comtois étaient hyperborréens ? L'anthropologie est bien déconcertante, décidément ! Chassez l'absurde, et le cynisme revient au galop...

Entre Lamoura, centre exemplaire de colonisation intérieure, et La Cure, poste frontalier, il se construit, selon une architecture extra-terrestre, un centre hôtelier dont les propriétaires inspirés, en le baptisant « chardon », ne manquent pas de piquant dans l'humour, en attendant de fal-

res coopératives ouvrières, la filiation de l'esprit de résistance n'est pas nostalgique. Elle s'inscrit dans les faits, qui peuvent sembler anodins dans le quotidien.

Les Jurassiens protestant avec succès contre la politique de désertification ferroviaire du gouvernement, les dynamiques comités anti-nucléaires du pays de Montbéliard refusant l'hypothèque de l'avenir, les habitants de Lavans-les-Dôle constestant le tracé sud de l'autoroute A6 (mais pas encore, hélas, sa finalité), sont autant de luttes isolées qu'il faut relier entre elles et replacer dans le cadre régional, ce qui peut amener des gens au départ compartimentés dans leur combat, à se souder dans l'action. Il ne s'agit pas de « piquer » sa crise de jalousie séparatiste comme le suggèrent certains gauchisants - et néanmoins amis -, mais plutôt, à l'instar des minorités nationales, d'établir la même démarche analytique, sur le terrain, et toutes proportions gardées.

Si aimer le pays d'où l'on tient ses racines est une chose difficile à écrire, il est urgent que le mouvement de renaissance de l'identité franc-comtoise se structure. Et cet article, en ce sens, est un appel et ne se veut rien d'autre qu'un tremplin à d'éventuelles discussions.

Christian Treillard



croquants francs-comtois (1896)

(1) complexe chimique de Solvay, près de Dôle.

(2) « Le Temps des Croquants », de François Girod, aux Editions Cêtre, Besançon.

(3) le 8 janvier 1674, sur ordre de Vascal qui conduit un détachement de l'armée de Turenne, 123 villageois réfugiés dans le clocher du village d'Arcey y seront brûlés. Ceux qui tenteront d'échapper seront arquebusés. Oradour-sur-Glane, c'est ailleurs et bien plus tard.

(4) construit par Napoléon III, le fort des Rousses, remouillant 70 ha, est utilisé pour des stages de commandos.

(5) sanglante et mortelle ratonnade de légionnaires contre des immigrés à Morez.

(6) entre Belfort et Montbéliard, au camp de Fougerais, 500 ha.

(7) « La crise d'une société villageoise », de Michèle Dion-Salilot et Michel Dion, solide étude des bouseux du « Jura français ». Anthropos.

(8) Jurassien de Longchaumois, le capitaine Protz, dit Lacuzon (1607-1687), fut un chef de guérilla dont la célébrité est parvenue jusqu'à nos jours.

# VACCINATION

*Tentative de réponse en trois volets à ceux qui disent  
« si c'était mauvais ça se saurait »  
Tentative d'éveil pour les sans-opinion.*

COMBIEN de fois n'ai-je entendu cette objection : « Si les vaccins rapportent tant, on se demande pourquoi l'Institut Pasteur est en faillite ! » Ça c'est sûr ! J'ai jamais compris non plus. En 1973, l'I.P. avait 10 milliards de déficit. Il venait de s'acheter une usine de 43 millions. Il ne fallait peut-être pas. Ou alors, il fallait l'acheter mais la faire tourner. P'têt bien qu'ils jouent aux billes dans les couloirs chez Pasteur, ou bien qu'ils font des courses de rats, ou qu'ils boivent tout. J'en sais rien, je n'y suis pas souvent invité. Par contre, chez Mérioux, c'est sérieux. On paye tout, le personnel, les usines, la publicité, les « campagnes d'information » chez le pharmacien, les relations publiques, le conseil d'administration, tout. Et on s'en tire. Très bien, sans faire la quête de temps en temps. Sans mendier dans les bals, les concerts et les tombolas. Sans subventions de l'Etat et sans aller pleurer chez les Américains et les Arabes. Combien Pasteur a-t-il encore reçu cet été ? Mais qu'est-ce qu'ils font de leur fric ? La recherche pure et désintéressée ? En 71, l'Etat leur donnait 10 millions pour la recherche. Cette année, l'enveloppe « recherche » sera de 17,64 millions. Au total, le Ministère de la Santé donnera cette année 50,6 millions à Pasteur. Et notre Ministre, qui a de bons comptables, se permet de rappeler à un député « qui pleure misère au nom de l'I.P., entreprise capitaliste comme les autres, que ces chiffres ne représentent pas l'intégralité de l'aide financière accordée par l'Etat (...) L'institut Pasteur reçoit en effet compte tenu de ses activités d'enseignement supérieur des subventions inscrites au budget du secrétariat d'Etat aux Universités. En outre, des chercheurs et des techniciens rémunérés sur les budgets de divers organismes de recherches, notamment l'I.N.S.E.R.M. et le C.N.R.S. sont mis à la disposition de l'Institut Pasteur. D'autre part, l'Etat prend en charge les dépenses occasionnées par les vaccinations antirabiques » (1).

Alors, pourquoi ce déficit ? Si Mérioux ne fait pas de recherche pure et désintéressée (comme on dit), il paie ses actionnaires. Ça devrait compenser. Parti au moment de la Libération avec un abattoir-laboratoire, le Groupe Mérioux a fait un chiffre d'affaires de 330 millions et un bénéfice net en 1974 de 35 millions (2). Depuis 1973, les bénéfices nets de Mérioux ont été multipliés par trois. Si vous aviez acheté sept actions en 1968, vous en auriez douze aujourd'hui grâce aux distributions d'actions gratuites. Maintenant, ils peuvent bien faire autant de fric qu'ils veulent, ça ne me gêne pas trop. L'industrie des vaccins ne représente pas grand chose à côté de l'industrie pharmaceutique. Ce qui me gêne, c'est que la consommation de leurs produits soit obligatoire. Du moins pour cinq d'entre eux : B.C.G., varicelle, diphtérie, polio, tétanos. On a vu que l'efficacité des quatre premiers n'était pas prouvée, loin de là. Les deux premiers sont même franchement contestés par certains experts médicaux **vaccinalistes** mais hélas étrangers (varicelle pour les U.S.A., Grande Bretagne, Allemagne ; B.C.G. pour l'Allemagne). Reste le tétanos, maladie non contagieuse de l'homme à l'homme. L'obligation de consommer ce vaccin est complètement stupide puisqu'elle n'engage que la personne concernée. Hélas, le Français moyen, assez adulte pour élire un député ou un président, n'est qu'un enfant, un mineur, quand il s'agit de

savoir ce qui est bon ou mauvais pour lui. Riez pas, c'est parfaitement logique.

Pour le moment, le client risque sa santé et parfois sa vie pour le seul bénéfice des Instituts producteurs. Mourir pour l'économie ? Ça vous tente ? Tous les goûts sont dans la nature.

Encore un truc de dernière minute. Arthur, à qui je montre ce texte, est emmermé. A chaque fois qu'il passe ma prose, il se fait engueuler par son beauf qui est toubib et par Cavanna : « Tu comprends, je sais bien que t'es pas un mystique, mais ce qui est gênant dans cette histoire, c'est que parmi les opposants à l'obligation y'en a qui sont témoins de Jéhovah... »

Et alors ? J'ai souvent donné l'adresse de la LNPLV (3) qui regroupe les opposants. Rassurez-vous, après enquête, il n'y a pas de témoins de Jéhovah chez eux. Ou ils ne les connaissent pas. Ceux qui s'occupent d'une autre objection de conscience, l'objection au service armé obligatoire (lui aussi), ne seront pas étonnés. Les Témoins de Jéhovah refusent de militer. Dès qu'un mec devient « Témoin », il cesse de lutter contre l'autorité en place. Dieu l'a voulu ainsi. Quant aux autres mystiques y'en a sûrement. Y'en a bien qui lisent Charlie (hebdo et mensuel) la G.O. et Hara Kiri. J'en connais. Des mystiques, y'en a partout. Même et surtout chez les vaccinalistes.

J'ai montré dans les n° 16, 23, 28, et 41 de la G.O. que l'attitude de la médecine officielle (celle qui est de gauche comme de droite) est par essence mystique. Je vous y renvoie. Seulement, y a une différence entre le mysticisme religieux et le mysticisme médical. Une différence de taille. C'est qu'on est obligé de se faire vacciner ou de passer à la radio. Obligé de subir ces pratiques médicales pour aller à l'école. Obligé pour passer les examens à la fac. Obligé, bien souvent, pour travailler. Obligé, tous et toujours, de subir cinq vaccins sous peine d'amende (1000 F) et de prison (1 à 2 mois). Alors qu'on n'oblige personne à se faire baptiser. Pourtant Dieu sait, et les athées le savent aussi, comme c'est peu de chose. Si ça ne fait pas de bien, ça ne fait pas de mal. Un peu d'eau salée et voilà l'humanité protégée du démon. C'est les spécialistes de l'âme et de ses maladies qui l'ont dit. Les spécialistes de l'âme et ceux de la santé ont un point en commun. Ils ne sont pas d'accord entre eux. Par contre, la différence entre le curé et le toubib est de taille. Y'en a un qu'on peut foutre dehors avec un coup de pied au cul si l'envie vous en prend et l'autre qu'on est obligé d'aller voir. On est en plus obligé d'acheter sa camelote. Et pourtant une radio ou un vaccin, c'est autrement important que l'eau salée et l'hostie. S'il y avait eu autant d'accidents post-baptismaux qu'il y a d'accidents post-vaccinaux, on n'aurait sans doute pas eu besoin d'une ou deux guerres de religion pour avoir le droit de se comporter en adulte. Car c'est de cela qu'il s'agit. Du droit de prendre sa vie en charge. Face à l'école, l'église, l'armée, les toubibs, la politique, le travail et le reste.

« Qui décide et pour qui ? » C'est un slogan qui me plaît bien.

C'est pas croyable comme il peut faire bon-  
dir les gens. Même ceux qu'on aime bien.

Michel

(1) J.O., 26 juillet 75, page 5435.  
(2) Journal des Finances, 6 février 1975.  
(3) LNPLV, 4, rue Saulnier, 75009 Paris.

# L'ÉCOLOGIE BOUGE

*Avis aux militants purs et durs :  
cet article et son auteur, comme ce journal,  
sont partiaux et revendiquent le droit de l'être.*

L'écologie française est bien malade. Malade de ses structures, malade de la politique. Les participants des assises du « Mouvement Écologique » s'en sont rendu compte. Une quarantaine de groupes étaient venus à Lille (dont dix-sept appartiennent au M.E.). Issu à l'origine de la campagne Dumont, déchiré à Montargis en juin 1974, où la frange libertaire l'abandonne à grand fracas, structuré cinq mois plus tard, le « Mouvement Écologique » s'était doté d'un collectif national et d'un bureau parisien. Cette fois-ci, les assises voulaient « régler une fois pour toutes le problème de son organisation et définir son orientation ». Les quatre jours avaient été minutieusement organisés : commissions de travail, textes de présentation, ordre du jour.

Mais ce dernier ne fut pas respecté. Un tract des Amis de la Terre de Paris (voir la G.O. précédente) et la réaction de la presse (l'APRE) mirent le feu aux poudres. Le rôle du M.E. et l'utilité du bureau étaient contestés, le délicat problème des structures était une fois de plus posé. Polémiques agressives, discussions orageuses, tactiques perverses. Le M.E. était sur le banc des accusés malgré les efforts de son bureau obstiné, qui tenait de se raccrocher à l'ordre du jour. Fallait-il élaborer une esquisse de programme politique, « en d'autres termes un parti écologique », ou abandonner les structures trop rigides, créer une doctrine pour entériner l'action, ou attendre que la cohésion vienne des luttes ? A une grande majorité, les participants se prononcèrent en faveur d'un appel national pour une fédération écologique aux structures souples. Ce sera aux groupes de les définir (1). La fédération pourra s'élaborer en février prochain, à Montargis. Au même endroit que les premières assises...

Alors, on efface tout et on recommence ? Pas vraiment, car le M.E., affaibli, veut continuer. Le bureau parisien s'accroche à ses prérogatives. Elles sont pourtant bien illusoire ! Tout au plus un nom, contesté lui aussi par nombre de militants qui le considèrent comme malhonnêtement usurpé. Quant au vrai mouvement écologique, l'ensemble des mille ou plus groupes français, il se comporte comme toute bonne majorité et se tient silencieux. Depuis Dumont, la situation a évolué : les tendances se sont dégrossies, le fossé s'est creusé entre deux options antagonistes qu'on peut ainsi schématiser :

La première est la structure ferme et rigoureuse, le parti écologique peut-être. Dans ce cas, il sera mis exactement à la place et au rôle déterminé par le système, qui a besoin de contestation et de potentiel critique pour se régénérer. Dans l'éventail de la politiciaille, il aura sa petite étiquette. Mouvement Écologique : groupuscule à tendance extrême gauche se prononçant contre les pollutions, la croissance aveugle et le productivisme. Il sera broyé par les médias, normalisé, médiatisé, comme Dumont qui reste le vieux contestataire marrant au verre d'eau. Il devra passer par la moulinette politique et utilisera l'hypocrisie comme stratégie, l'optimisme forcé comme pratique. « Le M.E. se porte bien, les dissensions de ces derniers jours prouvent sa vitalité », a déjà dit sans rire un membre du bureau à la clôture des assises.

Ce Mouvement aura l'intolérance des purs et durs qui détiennent seuls la vérité écologique, ont seuls trouvé la vraie voie et le bon programme, et excluent les gens qui n'y adhèrent pas. C'est déjà commencé : le bureau du M.E. a jugé la presse écologique (la G.O., l'APRE et le Sauvage) et l'a estimée insatisfaisante, vendue aux propriétaires de journaux et aux journalistes : « Assez du « pouvoir » des journalistes sabrant, triant et triturant l'information », écrit-il dans le nouveau journal qu'il lance (2). Est-il assez naïf pour croire encore à l'objectivité, ou assez malhonnête pour le simuler ?

Face à ce schéma reproductif du parti traditionnel, une deuxième tendance veut rechercher une identité plus en accord avec ses idéaux. S'il faut un nom commun pour symboliser les luttes et une coordination pour confron-

ter les expériences, une simple fédération peut s'en charger. Elle regroupera le maximum de groupes qui n'ont pas forcément la même pratique ni le même niveau de prise de conscience. Mais sans brandir un nouveau drapeau, fût-il vert !

Le mouvement écologique est en passe de devenir schizophrène. A moins qu'il ne veuille reconnaître enfin sa véritable personnalité. Son originalité, c'est la décentralisation dans la pratique. Sa nouveauté, c'est son cri pour l'identité individuelle, c'est sa révolte pour la spécificité. L'unification du courant écologique ne se fera pas dans un programme en douze points. Mais dans les désirs et les refus communs, dans la réflexion et la pratique. La globalité naît de la diversité. C'est une notion élémentaire de l'écologie !

Dominique Simonnet

(1) Un dossier sur les assises et le projet de fédération, préparé par les Amis de la Terre de Lille, sera prochainement édité par l'APRE, 12 rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis.  
(2) Édité par le mouvement « Terre et Villages ». Disponible au M.E., Cité fleurie, 65, Bld Arago, 75013 Paris.

## APPEL NATIONAL POUR UNE FÉDÉRATION ÉCOLOGIQUE

Les Assises du Mouvement Écologique, réunies à Lille les 8, 9, 10 et 11 novembre 1975, ont regroupé trente huit associations et groupes écologiques venus de toute la France, dont dix-sept appartenaient au dit Mouvement.

Au cours de ces Assises, il est apparu que le Mouvement Écologique a été une étape nécessaire dans la structuration du courant écologique en France.

Toutefois, actuellement, un large consensus parmi les personnes présentes, s'est dégagé sur les points suivants :

1° - Le Mouvement Écologique ne correspond pas à la demande de nombreux groupes extérieurs qui n'y trouvent pas le support et le lieu de confrontations dont ils ont besoin pour échanger leurs expériences et leurs idées.

2° - En effet, le Mouvement Écologique, par ses structures, son fonctionnement et ses objectifs, ne permet pas à des groupes en évolution constante du fait de leur dynamique, de s'y retrouver et s'y exprimer.

C'est pourquoi la plupart des participants, parmi lesquels des groupes appartenant au Mouvement Écologique, ont remis en cause cette situation, et se sont prononcés de façon significative et à une très large majorité, en faveur d'un appel national visant à créer une fédération écologique.

Pourquoi une fédération ?

1° - Pour décentraliser au maximum les pouvoirs vers les groupes et les régions,

2° - Pour respecter les compétences, la vocation et l'originalité de chaque groupe, l'ensemble se nourrissant de cette diversité.

3° - Pour permettre l'épanouissement d'une dynamique et d'une richesse en puissance dans le courant écologique, à partir d'une confrontation de l'action et la réflexion théorique de chacun des groupes.

C'est pourquoi, l'Assemblée Générale des Assises réunie le 11 novembre, a décidé de soumettre cette proposition au débat de tous les groupes écologiques de base français.

L'Assemblée Générale, Lille, le 11 novembre 1975.

On publiera la semaine prochaine l'esquisse de programme du M.E., adoptée comme « texte de réflexion » par la majorité de l'A.G. des Assises.

# AVE, PLUTONIUM...

**UNE chose est désormais certaine : si on ne réussit pas à faire ECHEC rapidement à la technologie nucléaire, c'est à l'utilisation massive de plutonium que notre société est vouée. Je voudrais seulement - le plus froidement possible - verser à ce dossier - ouvert il y a maintenant trois ans dans ce journal - quelques textes récents - ou moins récents...**

## APOLOGIE DU PLUTONIUM

Très récemment, 700 scientifiques et techniciens suédois ont publié une adresse au premier ministre Olaf Palme. Ces bons apôtres y mettent en cause la façon « erronée et déformée » dont le nucléaire a été présenté au public par les moyens d'information. Cela explique essentiellement, n'hésitent pas à dire ces super-salopards, l'attitude hostile d'une bonne partie de la population. « Les signataires de l'adresse au premier ministre s'attachent ensuite à dissiper un certain nombre d'idées fausses. C'est ainsi que les effets biologiques de la radioactivité, étudiés depuis le début du siècle, ne sont nullement une terre inconnue et qu'ils sont même beaucoup mieux évalués que les effets de bon nombre d'autres facteurs sur l'environnement. L'idée que le cancer serait une conséquence spécifique de la radioactivité relève d'une conception tout à fait erronée (...) D'autre part, le texte relève que personne n'a été atteint par des radiations dans une centrale de puissance et que les risques sont bien moindres que pour beaucoup d'activités dans lesquelles ils sont pourtant acceptés... » (1) **POUR CE QUI EST DU PLUTONIUM - QUI PEUT ET DOIT ETRE RECYCLE** - on dispose d'une expérience certaine depuis les années 40 en matière de manipulation...

Je ne vais pas en appeler à Gofman - Tamplin, ni à Pignero, ni à Gesaman, pour... **nuancer** ces propos - dont leurs auteurs, au demeurant, nous prient de noter qu'ils « tiennent à rejeter de la façon la plus catégorique les insinuations selon lesquelles ils mettraient leur emploi au-dessus de leur conscience. Je referai seulement citation d'un texte du directeur adjoint de la société Belgonucléaire. (2)

« Le Plutonium, substitut de l'uranium 235, est utilisé commercialement pour l'alimentation des **réacteurs à neutrons thermiques**. Suffisamment d'expérience a été à présent acquise, grâce aux multiples campagnes de démonstration qui ont été réalisées à ce jour, pour permettre aux producteurs de combustible de donner aux exploitants de centrales les garanties qu'ils souhaitent quant au bon comportement en général du combustible **enrichi au plutonium**. L'utilisation de ce matériau comme combustible peut donc être étendue à l'échelle industrielle (...) D'ores et déjà, les fabricants de combustible enrichi au plutonium négocient des contrats de fournitures qui portent sur le traitement de plutonium ayant des teneurs en isotopes fissiles de 65% seulement, ce qui sous-entend des teneurs en Pu-240 (neutro-actif) de près de 30% et des teneurs en Pu-241 (source de l'Américium 241, gamma-actif) de plus de 15%. Or, c'est ce type de plutonium que l'on devra traiter d'une manière courante dans huit ou dix ans. La présence de ces isotopes supérieurs impose une mécanisation de plus en plus poussée et, bien entendu, de plus en plus fiable. A titre d'exemple, l'activité gamma et neutronique d'un plutonium contenant 80% d'isotopes fissiles, une teneur en Pu-241 de 8% et qui a été retraité un an

auparavant est déjà telle que les techniciens fabricants ne peuvent rester avec le matériau que quelques heures par semaine (...) Lorsque les techniciens auront à traiter du plutonium à 65% en isotopes fissiles, **ce temps de contact devra être réduit à quelques minutes par semaine tout au plus** (...) Il est donc impératif que l'on réduise les interventions manuelles réellement au strict minimum (...) Il est évident que ce problème lié à l'activité du plutonium se fera sentir surtout lors de la **fabrication des combustibles pour réacteurs rapides...** » Ce 4 novembre 1975, une agence de presse rapporte que le corps médical de la bonne ville de Liège (Belgique) ayant débattu de l'énergie nucléaire, s'y est déclaré favorable, malgré quelques fausses notes (sic). « Pour le professeur Bacy, il importe que le médecin rassure une opinion qui s'affole sans raison. Pour lui, le nucléaire est moins polluant que ses concurrents et économiquement comme politiquement plus avantageux ». Sans commentaire...

## RECYCLER, C'EST D'ABORD RETRAITER

« Recycler » le plutonium - produit au cours de la fission de l'uranium dans les réacteurs « thermiques » - consiste à l'utiliser comme « combustible » soit dans les mêmes réacteurs « thermiques » soit dans les réacteurs à neutrons rapides - ou surgénérateurs. Le problème très actuel, dans tous les pays équipés de réacteurs nucléaires de puissance, est celui du retraitement du combustible irradié contenant le précieux « matériau ».

Cette question occupe depuis plusieurs mois la place primordiale dans les pages des revues spécialisées - telles « Nuclec », « Enerpresse », etc... Voici quelques titres révélateurs, empruntés au bulletin Enerpresse : « L'industrie américaine milite pour le retraitement du combustible nucléaire » (30 juillet 75); « les retraits européens de combustibles nucléaires se concertent » (8 octobre 75); « RFA : mise en place du plan de retraitement du combustible irradié » (1er octobre 75); « Les Anglais se décident pour une grande usine de retraitement nucléaire » (7 octobre 75)...

Comme le définit assez bien un certain Béranger, du CEA, dans le « spécial nucléaire » publié par l'association « Grand Delta » (3), deux politiques du plutonium sont possibles - la troisième, à savoir le stockage des combustibles irradiés, étant pratiquement abandonnée, vu l'aberration économique qu'elle constitue... La première consiste à **recycler** le Pu dans les réacteurs « classiques » (en l'occurrence les PWR) où l'isotope Pu 239 joue le rôle de matériau fissile **en remplacement de l'uranium 235**. C'est, semble-t-il, l'orientation actuelle des USA; mais on n'y a pas pour autant renoncé à la seconde hypothèse.

Cette seconde « politique » consiste dans l'utilisation du Pu dans des réacteurs à neutrons rapides, où la plus grande vitesse des neutrons rend les isotopes 240 et 242 également fissiles, d'où une meilleure utilisation globale du plutonium, même après plusieurs passages dans le réacteur.

Béranger, en bon agent du CEA qu'il est, après avoir stipulé que « la France, l'URSS et la Grande Bretagne ont opté pour la seconde politique », commente ainsi apologetiquement ce choix:

« La France, l'URSS et la Grande-Bretagne ont opté pour la seconde possibilité. En effet, l'utilisation de la mine de plutonium que constituent les réacteurs à eau en tant que combustibles des réacteurs à neutrons rapides, présente le maximum d'avantages :

- Le rendement thermodynamique de ces réacteurs est au moins égal à celui des centrales classiques les plus modernes (supérieur à 40%) et les besoins de refroidissement sont diminués d'autant;

- la vapeur produite est de même qualité (température et pression) que celle des chaudières classiques, ce qui permet d'utiliser pour la partie non nucléaire du matériel conventionnel éprouvé;

- l'énergie dégagée par la fission du plutonium est récupérée au maximum. Ainsi, les réacteurs rapides utilisent la quasi totalité de l'énergie contenue dans l'uranium naturel. L'uranium 235, « brûlé » dans les réacteurs n'existant dans l'uranium naturel que dans la proportion de 0,7%, le gain théorique est d'un facteur 100.

Dans la pratique, 1 kg d'uranium naturel « brûlé » dans les réacteurs à eau fournit environ 70 000 kwh soit l'équivalent en énergie de 16 tonnes de fuel (dans une centrale classique moderne de 700 MWe). Ce même kilogramme d'uranium naturel fournira près de 6 000 000 kwh dans les réacteurs rapides, soit l'équivalent en énergie de 1 300 tonnes de fuel. Ce « rendement » du kg d'uranium naturel implique que le coût du minerai d'uranium qui intervient pour 10% dans le coût du kwh des centrales à eau ne représente plus que quelques pour mille du coût du kwh produit dans les centrales à neutrons rapides d'où l'insensibilité aux tensions possibles du marché de l'uranium. Le réacteur rapide présente, de plus, l'énorme avantage de limiter à long terme les besoins en uranium naturel et de faire des économies sur l'enrichissement et sur les quantités de combustible à fabriquer et à retraiter.

- La conception même des réacteurs à neutrons rapides assure une sécurité au moins aussi grande que celle des réacteurs à eau (pas de pression, possibilité de refroidissement en convection naturelle).

- Ces réacteurs qui présentent déjà l'intérêt d'une production d'effluents liquides et gazeux très faibles seront sans doute les premiers à atteindre un niveau de rejet pratiquement nul (« Zero release » dû au fait de l'existence d'un circuit secondaire de refroidissement).

Le conseil de direction des « United Reprocessors » (UNIREP), le pool des retraits européens, s'est réuni, dans le cadre de la foire nucléaire « Nuclex », dernièrement à Bâle. Dans une prochaine chronique, on verra tout ce qu'on sait sur la stratégie élaborée. Mais dès maintenant, nous pouvons en être sûrs : l'avenir nucléaire dont ces gens-là veulent nous faire profiter passe forcément par ce « transuranien » dont l'un des leurs a dit naguère que c'était l'objet le plus sale et le plus dangereux que l'on puisse imaginer.

A la bonne nuit...

E.P.

1. Enerpresse, 29 octobre 1975. « Une importante prise de position suédoise en faveur de l'énergie nucléaire ».

2. La Belgonucléaire est l'une des plus grosses entreprises nucléaires belges. Ce texte est paru en mai 74 dans l'Echo de la Bourse. J'en avais fait citation à l'époque (lire 74) dans le G.O.

3. « Grand Delta » : Association pour le développement économique et social du Sud-Est français. 17, La Carabinière, 13001 Marseille. Le dossier est fourni sur demande, à cette adresse.

## LA PRODUCTION MONDIALE DE PLUTONIUM

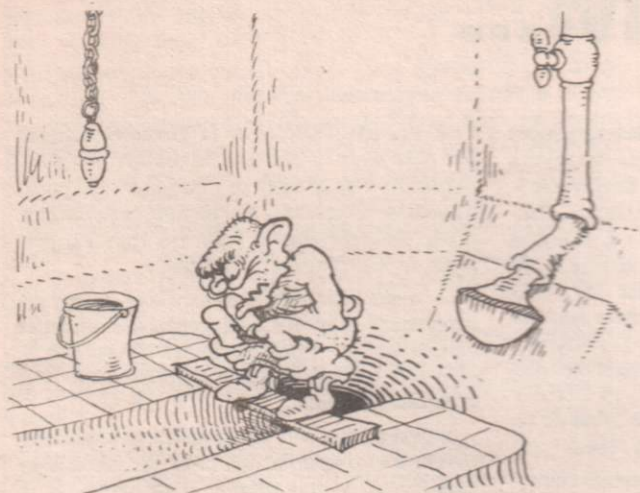
Le tableau suivant est basé sur des moyennes et notamment sur un taux de conversion nette de 0,30, c'est à dire que pour chaque MW/jour de puissance en fonctionnement, pour 2,97 grammes d'uranium 235 désintégré, il est produit 1,04 gramme de plutonium. En prenant un taux de fonctionnement des centrales de 70% de leur capacité nominale sur l'ensemble de l'année, cela donne pour chaque MW installé, 255 MW/jour d'électricité produite par an. Ou encore, en moyenne, 1 MW nucléaire installé produira annuellement environ 265 grammes de Plutonium (0,7 x 1,04 x 365).

Si la puissance nucléaire installée en 1980 est de 300 GWe (300 000 MWe), la production totale de Pu sera, à cette date, de 80 000 kilos. Un tiers environ de ce plutonium sera produit dans les pays qui ne possèdent pas aujourd'hui d'armes nucléaires. En théorie, cela correspondra à la quantité de plutonium nécessaire pour fabriquer 50 bombes atomiques (de 20 kt chacune) par semaine.

La production cumulée de Pu, en 1980, dans le monde entier, sera d'environ 350 000 kilos.

Année	Puissance électrique installée Monde en GWe	Production Pu en tonnes	Production cumulée
1970	20	4	20
1971	26	5	25
1972	35	7	30
1973	47	9	40
1974	72	18	60
1975	100	25	85
1976	150	35	120
1977	180	45	165
1978	210	50	215
1979	260	65	280
1980	300	80	360
1981	470	125	385
1982	570	160	545
1983	670	180	725
1984	770	210	935
1985	870	240	1175
1986	1030	270	1445
1987	1190	300	1775
1988	1350	360	2135
1989	1510	400	2535
1990	1700	450	3000

# SUR LE TERRAIN



## LA FACE CACHÉE DU TERRAIN

Au cours des « Assises écologiques » de Lille (voir le compte-rendu de notre envoyé spécial, ailleurs dans ce numéro), certains bons apôtres ont accusé les journalistes de la G.O. de « triturer », manipuler et censurer certains communiqués envoyés par des groupes écologiques.

Alors on saisit l'occasion pour expliquer en deux mots comment sont faites les pages « Sur le Terrain ».

Chaque semaine nous recevons des kilos de communiqués, dossiers, coups de téléphone... Il ne nous est pas possible de tout passer intégralement.

D'abord pour des raisons de place. L'importance accordée à « Sur le Terrain » varie selon les numéros, mais nous avons délibérément choisi de ne pas y consacrer une part disproportionnée du journal. Il n'est de toute façon pas dans nos intentions de nous substituer à l'APRE qui joue très bien son rôle de « caisse de résonance ».

Ensuite, il y a des textes qu'on ne passe en général pas : les petites annonces « personnelles », les pubs pour les stages d'artisanat sur lesquels on ne sait rien, les professions de foi théoriques, les querelles internes d'une association, les annonces pour des journaux ou bouquins dont on ne nous fait pas le service (on ne va pas parler à l'aveuglette de n'importe quoi), toutes les annonces enfin qui nous semblent politiquement douteuses, pas question d'imposer une ligne quelle qu'elle soit, le lecteur s'en rend bien compte, mais simplement de déjouer un certain « éco-fascisme » (1).

C'est aussi notre boulot de journalistes de hiérarchiser (le vilain mot !) les informations, c'est-à-dire d'accorder plus ou moins d'importance (place, caractère...) à tel fait. Il est évident pour nous qu'une manif anti-nucléaire nationale a plus d'importance que l'annonce par une coopérative de bouffe qu'elle aura sous peu des légumes frais.

Nous ne prétendons pas être neutres. Comme tout le monde nous avons nos a priori, nos sympathies et nos phobies. Mais nous pensons (en toute modestie !) être ouvert sans exclusive aux diverses tendances du mouvement écologique et du mouvement non-violent (sans majuscules !). Nous n'avons jamais refusé à aucun groupe ou mouvement d'user du droit de réponse.

Nous revendiquons le droit à l'erreur. La conception du journaliste machine enregistreuse et dactylo « au service du mouvement » nous est tout à fait étrangère. On n'est pas des robots !

Et maintenant un peu de concret : de grâce tapez vos textes à la machine, ou écrivez très lisiblement. Soyez brefs. Pour qu'un communiqué passe un mercredi donné, il faut qu'on le reçoive au plus tard le vendredi après-midi précédent. Les dernières minutes sont acceptées jusqu'au lundi matin. Tâchez d'écrire plutôt que de téléphoner, ça réduit les risques d'erreurs, et notre ligne est toujours encombrée. Si vous souhaitez qu'une annonce passe plusieurs fois, signalez-le explicitement, on fera notre possible, sans rien vous promettre.

C'était notre rubrique : « les censeurs vous parlent ».

Martine et Laurent

(1) Nous n'annoncerons pas cette semaine le XX<sup>e</sup> Congrès National de Naturopathie (22 et 23 novembre, salons de l'Hôtel Lutétia, Blvd Raspail, Paris) qui propage une idéologie de l'ordre moral tout à fait déplaisante...

## GRENOBLE, 22 ET 23 NOVEMBRE 1975 : CONVENTION NATIONALE DES USAGERS DES TRANSPORTS

Après les consommateurs et les défenseurs de l'environnement, les usagers des transports s'organisent à leur tour, afin d'obtenir la reconnaissance du « droit au transport » : amélioration des services offerts par les transports collectifs, sécurité pour les deux-roues et les piétons, réduction des nuisances et des accidents. Leurs associations tiendront leurs premières assises à Grenoble, les 22 et 23 novembre prochains, sur l'initiative de l'Association pour le Développement des Transports en Commun dans l'agglomération grenobloise (ADTC). Les travaux déboucheront sur la rédaction d'une « Charte des Transports Urbains ».

Des congrès, des symposiums et des colloques sur les transports urbains, il y en a souvent : ils rassemblent des experts, des élus, des professionnels, mais les usagers n'y sont jamais invités. A Grenoble, pour la première fois, ce sont les usagers, premiers concernés, qui prendront la parole. Leurs propositions sont attendues avec intérêt.

Renseignements et programme complet : ADTC, 4 Domaine Barnave, 38120 Saint Egrève. Tél. (76) 75.23.31.

## AIDONS LE PERSONNEL DE « LA JOIE DE LIRE »

La librairie « La Joie de Lire » est menacée de liquidation judiciaire. Le patron a abandonné les employés et ceux-ci continuent de faire marcher eux-mêmes les deux magasins. Ils ont organisé des débats sur un thème différent chaque soir. Ils se donnent un mal fou pour que la librairie continue de vivre. Une solution légale (un conseil de gérance) est peut-être envisageable (on en reparlera). Mais pour l'instant, ils sont aux prises avec un certain nombre de problèmes pratiques : des charognards reniflant l'odeur de la mort en profitent pour venir ramasser quelques os : les vols, qui ont déjà été à l'origine des difficultés financières (on allait voler à La Joie de Lire parce qu'on risquait moins qu'à la FNAC), ont quasiment doublé depuis les récents événements. Les employés sont débordés. Si vous avez un peu de temps, passez les voir l'après-midi, vous pouvez les aider ! Si une des plus importantes et des plus sympas librairies de Paris a une chance d'être gérée par son personnel, faut pas la perdre !

En attendant, les débats continuent, tous les soirs à 18 h. Programme de la semaine : Mercredi 19 : milices patronales en France ; jeudi 20 : finie la famille ? ; vendredi 21 : politique et banditisme ; samedi 22 : la culture et le pouvoir. Au 19 rue Saint Séverin, Paris 5<sup>e</sup> - Métro Saint-Michel.

## GRENOBLE : DES CHOMEURS OCCUPENT L'AGENCE POUR L'EMPLOI

« Ce n'est pas tant le droit au travail que nous réclamons, mais le droit de vivre. » Le 12 novembre à 8 h 30 du matin, le comité autonome de chômeurs de l'agglomération grenobloise (voir G.O. n° 77) a occupé l'Agence Nationale pour l'Emploi locale. Revendications : le SMIC pour tous les premiers demandeurs d'emploi, le salaire intégral pour les autres, le paiement immédiat des indemnités.

Le comité a eu une entrevue avec la mairie, qui a dit qu'un accord est éventuellement possible sur certains points : gratuité des transports en commun (1), cantines populaires pas chères, réduction de tarif sur l'EDF/GDF, réduction sur la taxe d'habitation, réductions dans les théâtres, les stades et autres lieux appartenant à la mairie. Réponse de la municipalité le 21 novembre.

## VIVE LE TRAIN GRATUIT !

« Tout ceci est fort intéressant », a conclu le Président de la deuxième chambre correctionnelle du Tribunal de Police de Paris. Mais il a quand même condamné à 150 F d'amende chacun les trois membres du GRATPP (Groupe de Résistance Active aux Transports Publics Payants) qui passaient en procès le 12 novembre pour avoir pris le train sans payer entre Paris et Nancy.

Comme celui d'Antony il y a quelques semaines, le Président a laissé les contrevenants s'exprimer. Mais devant une salle presque vide, car on avait pris soin de faire passer cette affaire en dernier... Les trois membres du GRATPP ont démontré que l'introduction de la notion de rentabilité aboutit non seulement à la fin de celle de service public, mais aussi à la détérioration du réseau ferro-

viaire. Ces arguments ont eu l'air d'intéresser le Président. A tel point qu'il a lancé une idée qui n'avait pas encore été émise : « En somme, pour lutter contre ces abus, vous préconisez la grève des paiements ».

GRATPP : Jacques Desmaison, 10 rue de la Solidarité, Appt 94, Esc. F, 75019 Paris. Permanence tous les samedis de 10 à 12 h.

## LUTTE ANTINUCLÉAIRE

● BRAUD ET ST LOUIS : l'arrêté préfectoral « d'enquête parcellaire pour la centrale nucléo-électrique du Blayais » vient d'être publié. Cette enquête doit durer un mois, du 24 novembre au 24 décembre. Contrairement à l'enquête d'utilité publique, elle s'adresse exclusivement aux propriétaires des terres nécessaires à la construction de la centrale, qui vont être expropriés. Le dossier, précisant le plan des parcelles concernées, pourra être consulté, en particulier à la mairie de Braud. Les paysans sont légalement tenus de venir reconnaître leurs terres. Leurs observations seront consignées sur un registre ouvert à cet effet. S'ils ne se présentent pas, ils risquent de perdre tous droits aux indemnités.

Le Groupement Foncier Agricole (GFA) sera une des armes essentielles lors de l'enquête. Mais il a besoin d'un soutien national. Soit par l'achat de parts de 100 F (à adresser à Me Mauxion, notaire, 17200 Mortagne sur Gironde, CCP Bordeaux 937-77, indiquez au dos du chèque « GFA des marais de Braud », votre nom et votre adresse), soit en créant, comme à Pau, des comités de soutien à Braud.

Renseignements et documentation (affiches, journaux, diaporama sur le GFA, films) : Comité Anti-Nucléaire, 18 rue du Palais de l'Ombrière, 33000 Bordeaux.

## MARC THÉVENET CHAMPION DU MONDE DE LA GRÈVE DE LA FAÏM !



Condamné en juin dernier pour insoumission à deux ans de prison par le Tribunal Des Forces Armées de Metz, Marc Thévenet refuse de s'alimenter depuis 2 mois. Il est actuellement sous perfusion à l'hôpital de Fresnes. Délégations à Fresnes et au Ministère des Armées. CLO. UPF. ICI. CAP. CSOC. CAM. Amis Lecain.

● VAL DE LOIRE : Après Montjean-Champtocé, Varades-Anetz, St Georges sur Loire, Liré est le quatrième site éventuel d'une centrale atomique entre Angers et Nantes. Les premiers sondages ont déjà commencé.

Le 11 novembre dans l'après-midi, près d'un millier de manifestants (à pied, en tracteur et en voiture) ont défilé dans le calme à travers les rues d'Anenis et de Liré. Une motion envoyée aux préfets et aux élus réclame notamment la réalisation de référendums dans les communes concernées. Deux associations de défense de l'environnement viennent de se créer, à Anenis et à Liré (BP 06, 49530 Liré).

● BRETAGNE : le CRIN (Comité Régional d'Information Nucléaire) vient d'envoyer à tous les membres du Conseil Régional de Bretagne une lettre ouverte leur demandant d'expliquer à la population les raisons de leur vote concernant l'implantation de centrales nucléaires en Bretagne. « Par votre vote, vous avez engagé le sort du peuple breton et français dans la voie du nucléaire. Il est normal que,

personnellement, vous expliquiez à ce même peuple les raisons de votre décision.»

CRIN, 43 rue Gal Leclerc, 56410 Etel. BP n° 5. Tél. 52.32.98.

## WEEK-END ANTINUCLÉAIRE LES 29 ET 30 NOVEMBRE

A l'initiative du « Mouvement écologique » (65, bd Arago, 75013 Paris), un week-end antinucléaire national doit avoir lieu les samedi 29 et dimanche 30 novembre. La G.O. en donnera le programme complet la semaine prochaine. Dès maintenant, voici quelques informations :

● **REGION PARISIENNE** : samedi matin 29 à 9 h 30, réunion des groupes militants à **Achères** (devant la mairie). L'après-midi à 15 h, rassemblement à la gare de **Conflans Ste Honorine** pour une « manifestation de masse » jusqu'aux quais de la Seine. Contact : Comité antinucléaire de Meulan, 69 avenue de Paris, 78740 Vaux sur Seine.

Il y a plein de belles affiches à coller sur les murs et d'autres choses à faire (tracts, information sur les marchés, les fcs, les lycées, etc.). Réunion mercredi 19, à 20 h 30, 10 rue Sauffroy, 75017 Paris.

● **CHALONS SUR MARNE** : samedi 29 dans l'après-midi, **manifestation en vélo**. Le soir : « **choucroute faite dans le cadre de l'antinucléaire** » (!). Renseignements : CAC (groupe Châlons), 61, rue des Martyrs de la Résistance, 51000 Châlons sur Marne.

● **GRAVELINES** : « opération ville morte » le 29 novembre contre la centrale nucléaire actuellement en construction à 2 km du centre. Rassemblement à 14 h 30 à la gare de Gravelines.

## BRUXELLES, 21 AU 24 NOVEMBRE : EXPOSITION UNIVERSELLE DE SURVIE

Le Centre International Rogier de Bruxelles (rue du Progrès, 32a) accueille ce week-end - du vendredi 21 au lundi 24 inclus de 10 à 22 h -, sur une superficie de 13.000 m<sup>2</sup>, un maxi-congrès écologique. Au programme :

● **Vendredi** : de 14 h 30 à 17 h 30, **énergies douces** ; de 21 h à minuit, **antivivisection**.

● **Samedi** : de 10 h à 12 h 30, **agriculture biologique** (avec Roland Chevriot, René Dumont, etc.) ; de 14 h 30 à 17 h 30, **non-violence** (avec le Général de Bollardière, etc.) ; de 21 h à minuit, **les pratiques criminelles** (parmi lesquelles, hum hum, l'euthanasie et l'avortement...).

● **Dimanche** : de 10 h à midi, **alimentation saine** ; de 14 h 30 à 17 h 30, **médecine naturelle** ; de 21 h à minuit, **antinucéaire** (avec Gofman et Tamplin, Mary Hays Weik, Jens Scheer, Peter Weish, Maurice André, le Dr Herr, Jean Pignero, Pierre Pizon, Pierre Samuel, etc.).

Il y a aussi une partie « exposition », avec des **réalisations concrètes en énergies douces** (Tour Nazare, éoliennes, panneaux solaires, etc.), des artisans, des producteurs d'aliments sains, de la peinture « écologique », etc.

Le prix d'entrée de l'ensemble est fort modique : 50 F belges (environ 5 FF).

Un car au départ de Paris est frété par le Mouvement Français pour l'Abondance. Prix aller-retour : 100 F. Téléphonez ou écrivez dare-dare à Liliane Hammar, Coordination Exposition Survie, 110 rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 345.89.47.

## TUTTI FRUTTI

● **SOISSONS** : première réunion du groupe local des Amis de la Terre au Château de Beauregard le vendredi 21 novembre à 21 h.

● **ANNECY** : « **Six heures pour l'Espagne** » vendredi 21 novembre de 18 à 24 h, bourse du travail, salle Pierre Lamy.

● **POITIERS** : le « **novembre écologique** » continue ! Mercredi 19 novembre à 20 h 15, Maison du Peuple, « **aménagement du territoire : quel avenir nous réserve-t-on ?** », avec les célèbres duettistes Bernard et Simon Charbonneau. Samedi 22 et dimanche 23, week-end de projection de films « **écologiques** » au centre social du Clos Gaultier, avec un débat sur l'énergie nucléaire animé par des équipes de Braud, d'Angers, du CRIN Nantes et des films vidéo. Jusqu'au 30 novembre, expo Reiser « **chronique de l'énergie solaire** » au Clos Gaultier.

# nucléaire

## BRUXELLES EST MULTINATIONALE

La G.O. (n° 78) avait annoncé : « Journées d'Etudes Européennes sur l'Energie Nucléaire ». En arrivant, j'ai eu très peur. Toute l'ambiguïté classique était au rendez-vous : beaucoup de cravates, de luxe, de jolies interprètes, suffisamment de lumière électrique pour rendre mon flash inutile. Bref, du beau monde, beaucoup de diplômés, de l'argent fourni par la « Communauté Européenne » soi-même. La technocratie des sociaux-démocrates n'est pas loin !

Sans être chauvin, en triant dans tous les discours, deux hommes ont émergé, deux Français pris au piège : Bernard Laponche (CFDT-CEA) et Michel Damian (Assistant à la Fac de Grenoble, copain de l'ami Jean-Marie Chevalier, auteur du « *Nouvel Enjeu Pétrolier* », et co-auteur des « *Alternatives au Nucléaire* »).

Ils ont bien failli faire éclater le débat, si Agénor, l'association organisatrice, n'était passée maîtresse dans l'art de ne pas s'engager.

Le point d'attaque de Laponche et de la CFDT-CEA est clair : ils misent tout sur la « sécurité des travailleurs ».

Laponche n'est pas un anti-nucléaire. Il en vit. Mais il connaît tous les dossiers techniques et politiques. La CFDT (SNPEA) vient de sortir une très bonne plaquette : l'Electronucléaire en France, 200 pages. En s'appuyant sur le critère « sécurité des travailleurs », il fait levier et pourra certainement avoir le soutien des autres branches CFDT et des autres syndicats. Le camarade Trélin, que la CGT-CEA avait envoyé en observateur, s'est déclaré solidaire de Laponche. Le schéma autour duquel la CFDT veut populariser sa lutte est simple :

*« Il y a encore de gros problèmes techniques avec le nucléaire. Nous devrions donc rester au niveau recherche. Or les facteurs politiques obligent à passer de la recherche à la production. C'est là qu'est le danger, augmenté qu'il est par la privatisation de la production, donc par la privatisation du contrôle. L'outil nucléaire n'est pas prêt. L'usine de La Hague n'est pas encore en état de fonctionner correctement,*

*nous sommes donc fondamentalement contre les programmes actuels. »*

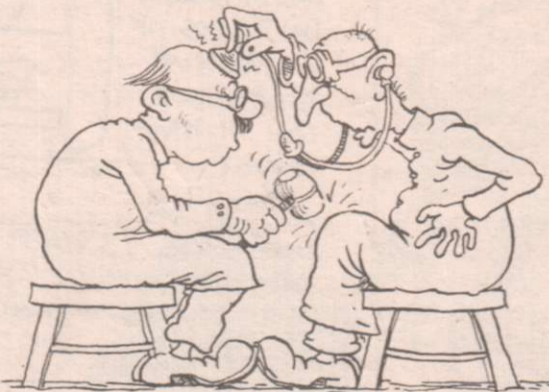
*« Les capitalistes européens ne s'occupent pas de la sécurité dans les mines d'uranium du Gabon ou du Niger. En France, ils utilisent de plus en plus des intérimaires pour les tâches dangereuses. Il n'y a pas de sécurité pour les travailleurs, il ne peut y avoir de sécurité pour la population. »*

Michel Damian, lui, pose le problème en « politique ». Comme son copain Chevalier, il connaît à fond le dossier « multinationales » et attaque bille en tête sur Westinghouse. L'historique n'est pas très joli pour les capitaux sans visage. La guerre qui, depuis 64, oppose les grands comme General Electric, Westinghouse, Gulf Atomic, P.U.K. et consorts illustre à merveille que la sécurité est vraiment le dernier souci des actionnaires anonymes et des PDG invisibles.

Westinghouse a gagné en France contre ses concurrents et contre l'industrie nationale. On ne construira plus que des centrales PWR. Après avoir opté pour la politique des licences, puis pour une politique directe (ouverture d'un bureau à Bruxelles, puis à Paris), elle a gagné en reprenant la tactique des licences, aidé en cela par Giscard qui cherche pour toutes les filières le triumvirat USA-Allemagne-France. PWR : Westinghouse-Framatome-K.W.U. (Allemagne) ; HTR : Gulf Atomic, Technic Atome, Braun Boveri. Et pour la filière rapide : General Electric, Siemens, Technic Atome, CGE.

Actuellement, on discute à Paris les modalités de non renouvellement de la licence Westinghouse exploitée aujourd'hui par Framatome et dont l'échéance est pour 1982. Creusot-Loire, Schneider, Empain, Westinghouse et EDF voient beaucoup plus loin que nous, camarades ! J'ai eu l'impression, à Bruxelles, que la lutte antinucléaire changeait de visage : le politique émergeait.

Georges Didier



Le troisième numéro d'ImpaScience (revue de chercheurs, scientifiques, enseignants qui s'interrogent sur l'activité scientifique aujourd'hui) vient de paraître. Il est consacré aux subalternes. abonnement 30 frs  
1, rue des fossés St Jacques - 75005 Paris.

● **CLERMONT FERRAND** : bal folk samedi 22 novembre à 21 h à la Maison du Peuple, avec Galope Chopine et Ba-doubig Raton.

● **PARIS** : manifestation le mercredi 19 novembre devant un laboratoire où on torture les chats, l'Institut Marey, qui dépend du Collège de France (4 avenue Gordon Benette, 75016). Rendez-vous à 15 h à la Porte d'Auteuil.

● **PARIS** : « **Architectures Nouvelles aux U.S.A.** », exposition au Centre Culturel Américain, 3 rue du Dragon, 75006 Paris. Entrée libre de 10 à 21 h sauf le dimanche (samedi : de 13 à 19 h). Mardi 25 novembre à 19 h, « **le recyclage des bâtiments voués à la destruction** », conférence de Ron Fleming.

● **PARIS** : exposition sur les maisons paysannes de France, concoctée par l'association du même nom (13 rue de l'Abbé Grégoire, 92130 Issy les Moulineaux), à partir du 25 novembre au Musée des Arts et Traditions Populaires (Métro Sablons).

● L'association « **Maisons Paysannes de France** », dont la seule adresse est : 13 rue de l'Abbé Grégoire, 92130 Issy les Moulineaux (ou 13 rue du Dr Finlay, 75015 Paris, pour la délégation de Paris) communique que le service - conseil des Maisons Paysannes de France qui se dit domicilié rue Falguière et l'association dite « **Terres et Villages** » n'ont absolument rien à voir avec elle.

● L'association « **Maisons Paysannes de France** » (La Chapelle-Montligeon) fait connaître que, conformément à l'élargissement progressif de son activité des simples maisons paysannes à l'ensemble de l'écologie et à son engagement dans le « **Mouvement Ecologique** », en vue également de mettre fin à la crise ouverte en son sein par cet engagement, elle modifie ses structures et devient le mouvement écologique **Terre et Villages**, dont le siège est 17 rue Molière, 91380 Chilly Mazarin.

● **LYON** : une quinzaine sur la folie est en cours au « Cinématographe », 44 Cours Suchet, 69002.

● Le film « **Tu ne tueras point** », alias « **l'Objecteur** », poursuit sa tournée triomphale. Il sera le 24 novembre à Angers au cinéma le Pélican (17 h 30 et 21 h), le 25 à La Rochelle à l'Apollo (21 h) et le 26 à Nantes au Paris (21 h).

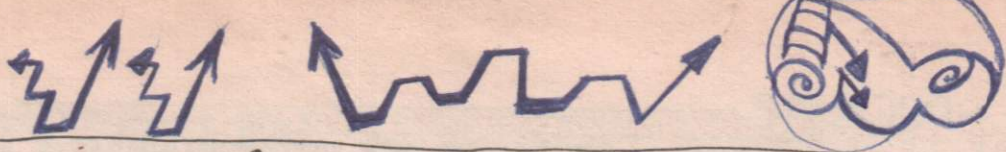
● **Objection** : le Secrétariat des Objecteurs de Conscience, 6 impasse Popincourt, 75011 Paris, recherche l'adresse de tous les incarcérés militaires afin d'en établir la liste. Prière à tous les amis, parents et comités de soutien de nous les envoyer.

● On veut vivre en **village collectif économiquement autogéré**, en liaison avec le mouvement communautaire. Pour cela, il faut une période d'accumulation du capital, des connaissances, le tout à partir d'une vie en collectif.

Actuellement, nous pensons gagner beaucoup d'argent avec des chantiers de paysagisme dans la région parisienne. On fait donc appel à des gens qui soient décidés à faire un boulot suivi (cinq - six jours par semaine) et responsables pour l'autogestion du groupe de travail. Le travail consiste en maçonnerie et tous travaux de jardins. S'adresser au Collectif de Montreuil, 3 et 5 rue du Docteur Calmette, 93100 Montreuil. Tél. 858.44.40.

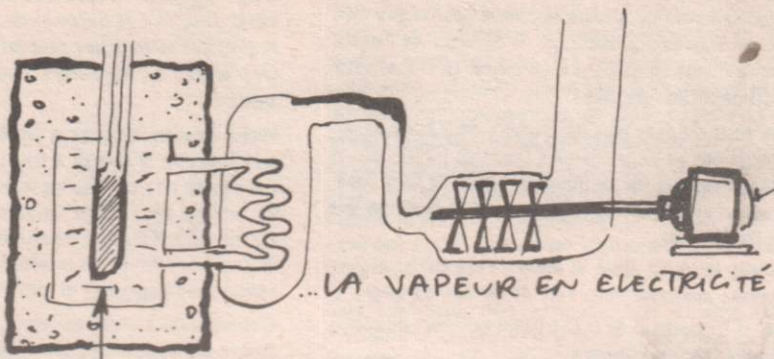
● **TOULON** : pour continuer et développer la lutte écologique et antinucléaire, contactez vite les Amis de la Terre : Patrick Lebre, 8 rue E. Renan, 83100 Toulon (Mourillon).

« **La Gueule Ouverte** »  
fondateur : Pierre Fournier  
responsable de la rédaction : Arthur  
patience à toute épreuve : Fifine  
administration : « **les éditions PATATRAS!** »  
société de presse au capital de 2100 F  
8, rue de Condé, 75006 Paris. (tél. : 033.47.02)  
directrice de la publication : Isabelle Cabut  
dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 1975  
imprimerie : « **Les Marchés de France** »  
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris  
distribution N.M.P.P.  
abonnements : un an : 180 F ; 6 mois : 95 F



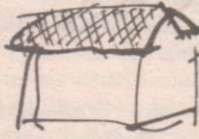
# ÉNERGIE SOLAIRE

LE SYSTÈME NUCLEAIRE CONSISTANT A TRANSFORMER LA CHALEUR EN VAPEUR...



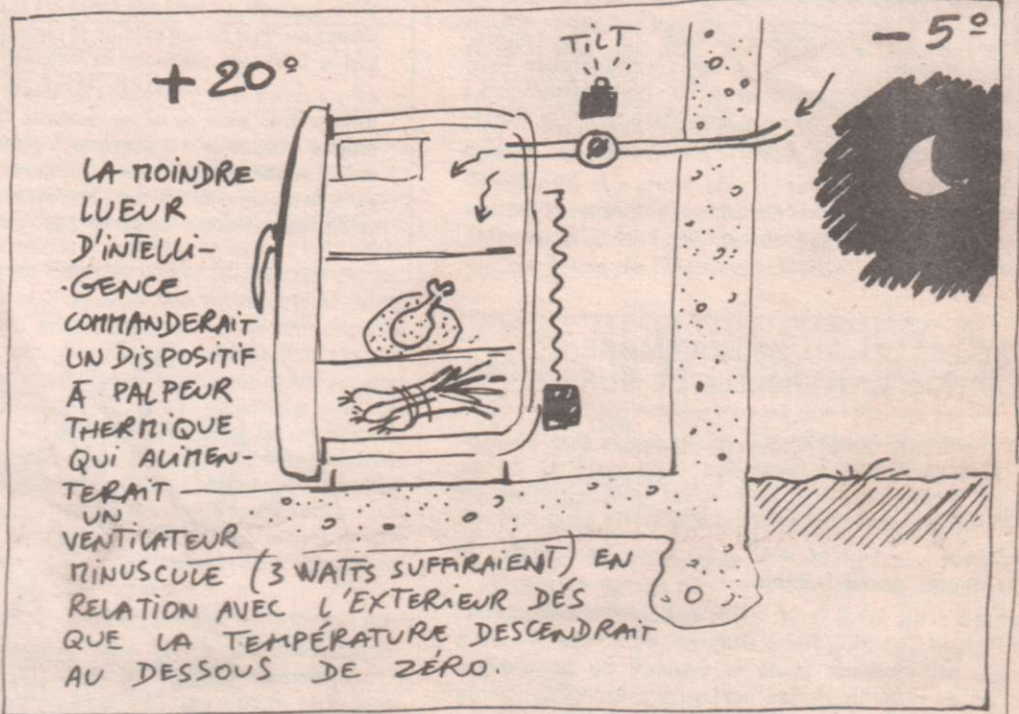
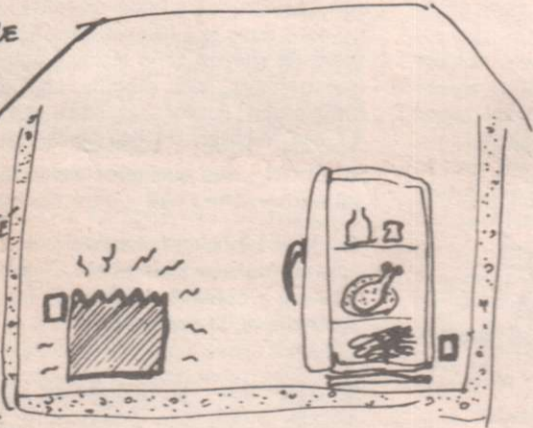
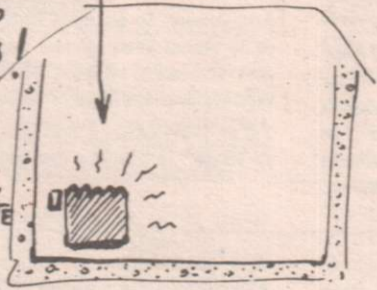
... LA VAPEUR EN ELECTRICITE

... A VEHICULER LE COURANT SUR DE LONGUES DISTANCES JUSQU'A UNE MAISON EST DEJA STUPE.



ENTRE LA PRODUCTION DE CHAUFFAGE ET LA CONSOMMATION DE CHAUFFAGE, PERTE DE 80% AU MOINS!

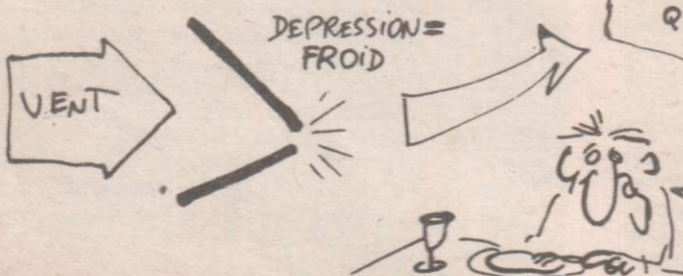
MAIS IL Y A PLUS BÊTE ENCORE, DANS CETTE ENCEINTE (LA MAISON) CHAUFFÉE A PLUS 20° UNE AUTRE PETITE ENCEINTE, (LE FRIGO) SURCONSOMME DE L'ELECTRICITE POUR PRODUIRE DU FROID ALORS QU'IL FAIT MOINS CINQ DEGRS...



JOUR DE VENT: UN FILET D'AIR SIFFLE PAR LES JOINTS D'UNE PORTE MAL FERMEE

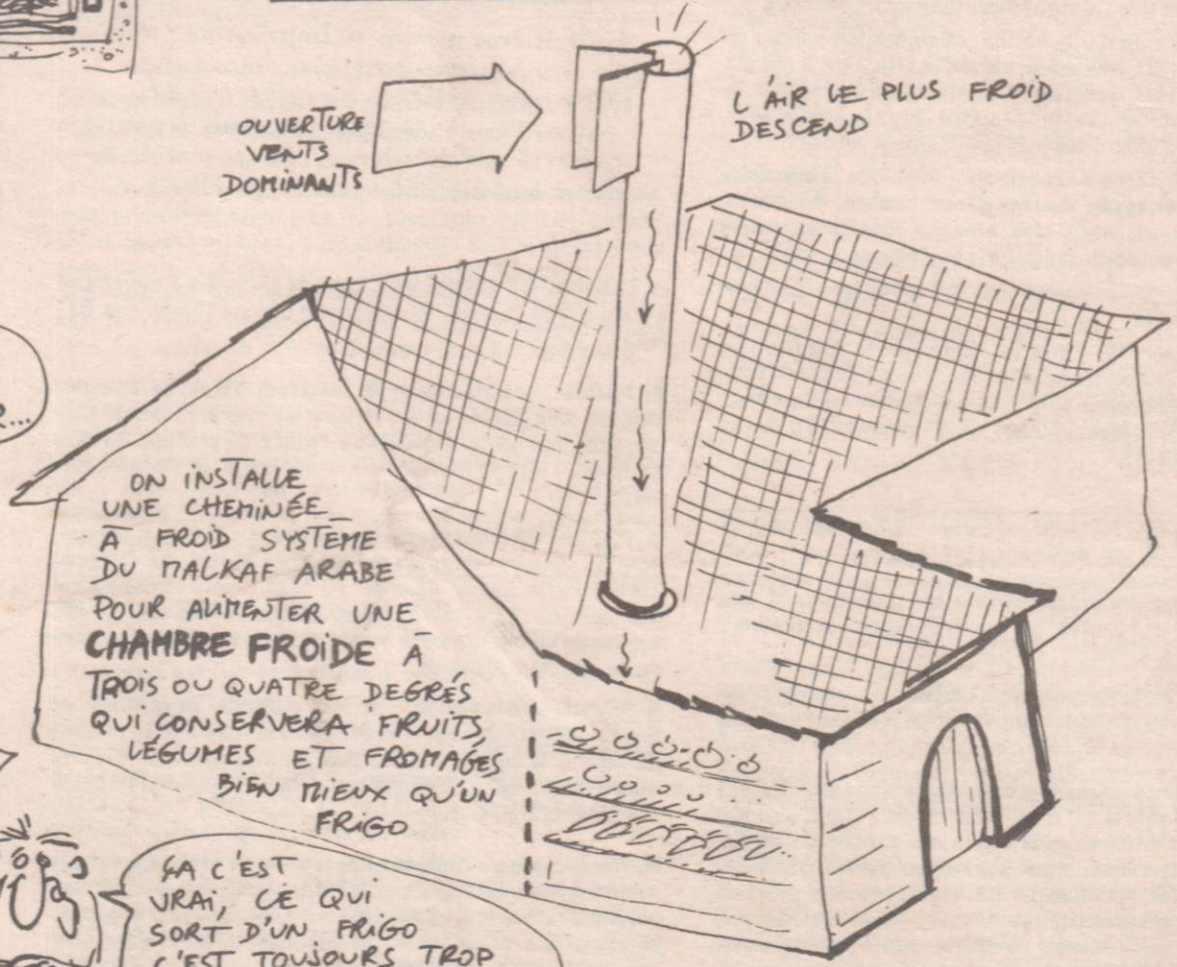


EXPLICATION PHYSIQUE



OUVERTURE VENTS DOMINANTS

L'AIR LE PLUS FROID DESCEND



ÇA C'EST VRAI, CE QUI SORT D'UN FRIGO C'EST TOUJOURS TROP SEC, TROP FROID ÇA N'A PLUS DE GOÛT

REISER